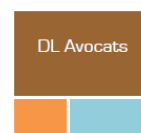




aTULLE'
agglo
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

**Evaluation Environnementale,
et indicateurs de suivi**

Projet arrêté le 8 décembre 2025





1. L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE – ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT SUR L’ENVIRONNEMENT, MESURES POUR « EVITER, REDUIRE, COMPENSER » 8

1.1. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LE CLIMAT ET LES ENERGIES 9

- 1.1.1. Incidences positives du SCoT sur le climat et les énergies 9
- 1.1.2. Incidences négatives du SCoT sur le climat et les énergies10
- 1.1.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées10
- 1.1.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur le climat et les énergies..... 11

1.2. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LA QUALITE DES EAUX..... 13

- 1.2.1. Incidences positives du SCoT sur la ressource en eau et la qualité des eaux13
- 1.2.2. Incidences négatives du SCoT sur la ressource en eau et la qualité des eaux.....14
- 1.2.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées.....14
- 1.2.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur la ressource en eau et la qualité des eaux14

1.3. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LA BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS 15

- 1.3.1. Incidences positives du SCoT sur la biodiversité et les espaces naturels16
- 1.3.2. Incidences négatives du SCoT sur la biodiversité et les espaces naturels..... 17
- 1.3.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées..... 17
- 1.3.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur la biodiversité et les espaces naturels18

1.4. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LA GEOLOGIE ET L’EXPLOITATION DES CARRIERES 23

- 1.4.1. Incidences positives du SCoT sur la géologie et l’exploitation des carrières..... 24
- 1.4.2. Incidences négatives du SCoT sur la géologie et l’exploitation des carrières 24
- 1.4.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées..... 24
- 1.4.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur la géologie et l’exploitation des carrières 25

1.5. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR L’ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES 26

- 1.5.1. Incidences positives du SCoT sur l’assainissement et la gestion des eaux pluviales 26
- 1.5.2. Incidences négatives du SCoT sur l’assainissement et la gestion des eaux pluviales27
- 1.5.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées27
- 1.5.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur l’assainissement et la gestion des eaux pluviales27

1.6. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LA GESTION DES DECHETS 28

- 1.6.1. Incidences positives du SCoT sur la gestion des déchets 28
- 1.6.2. Incidences négatives du SCoT sur la gestion des déchets 28
- 1.6.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées..... 28
- 1.6.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur la gestion des déchets 29

1.7. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LA SANTE.....	30
1.7.1. Les nuisances sonores.....	30
1.7.2. La qualité de l'air	31
1.7.3. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur la santé	32
1.8. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES.....	37
1.8.1. Incidences positives du SCoT sur les risques naturels et technologiques	38
1.8.2. Incidences négatives du SCoT sur les risques naturels et technologiques	38
1.8.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées.....	38
1.8.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur les risques naturels et technologiques	39
1.9. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE	40
1.9.1. Incidences positives du SCoT sur le paysage et le patrimoine	40
1.9.2. Incidences négatives du SCoT sur le paysage et le patrimoine.....	41
1.9.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées.....	41
1.9.4. Tableau récapitulatif des incidences et mesures du SCoT sur le paysage et le patrimoine ...	42
1.10. TABLEAU BILAN	46
1.11. INCIDENCES DES ZONES D'ACTIVITE SUR LES ZONES DE PROJET	61
1.11.1. Favars - ZA les Alleux I.....	62
1.11.2. Saint-Mexant - ZA les Alleux II	63
1.11.3. Saint-Mexant - La croix de la chapelle.....	64
1.11.4. Saint-Clément - ZA le Breuil.....	65
1.11.5. Seilhac - ZA la gare.....	66
1.11.6. Chamboulive - ZA la Fontalavie	67
1.11.7. Le Lonzac - ZA le Varissou.....	68
1.11.8. Le Lonzac - ZA la Montade.....	69
1.11.9. Saint-Augustin ZA Champs Paillard	70
1.11.10. Corrèze - ZA le Roc Blanc	71
1.11.11. Corrèze - La gare 1.....	72
1.11.12. Saint-Priest-de-Gimel - ZA la gare	73
1.11.13. Eyrein ZA - Les champs de Brach.....	74
1.11.14. Eyrein - ZA la croix de Saint-Pierre.....	75
1.11.15. Clergoux - ZA Clergoux	76
1.11.16. Sainte-Fortunade - ZA le Grelet.....	77
1.11.17. Sainte-Fortunade - ZA les Roses.....	78
1.11.18. Cornil - ZA Pechemarut	79
1.11.19. Tulle - ZA Mulatet	80
1.11.20. Tulle - ZA Cueille	81
1.11.21. Tulle - ZA la Solane.....	82
1.11.22. Tulle - ZA Tulle Est	83
1.11.23. Tulle - ZA Tulle Est II	84

1.11.24. Naves - ZA la Geneste	85
1.11.25. Naves - ZA Soleihavoup	86
1.11.26. Eyrein - Montane Est 1	87
1.11.27. Corrèze - ZA la gare 2	88
1.11.28. Autres projets	89
1.12. INCIDENCES PREVISIBLES DU SCOT SUR LE RESEAU NATURA 2000	91
1.12.1. Rappel règlementaire.....	91
1.12.2. Description des sites Natura 2000 et incidences	93
 2. INDICATEURS DE SUIVI	 107
2.1. CADRE REGLEMENTAIRE.....	107
2.2. INDICATEURS DE SUIVI	108

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAC : Aire d'alimentation de captage.
ABF : Architecte des bâtiments de France.
AEP : Adduction d'eau potable.
AEU : Assainissement des eaux usées.
ALUR : Accès au logement et à un urbanisme rénové (loi du 20 février 2014).
ANRU : Agence nationale de rénovation urbaine.
AOC : Appellation d'origine contrôlée.
AOP : Appellation d'origine protégée.
APE : Activité principale d'exploitation.
ARS : Agence Régionale de Santé.
AVAP : Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.
BIMBY : *Build in my backyard* (« construire dans mon arrière-cour »).
CA : Communauté d'agglomération.
CC : Communauté de communes.
CDD : Contrat à durée déterminée.
CDI : Contrat à durée indéterminée.
CDPENAF : Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
CEREMA : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.
CES : Coefficient d'emprise au sol.
CD : Conseil Départemental.
DAACL : Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique.
EPCI : Etablissement public de coopération intercommunale.
EHPAD : Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ENR : Énergies renouvelables.
ETA : Entreprise de travaux agricoles.
DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
FILOCOM : Fichier des logements par commune.
IGN : Institut géographique national.
IGP : Indication géographique protégée.
INRA : Institut national de la recherche agronomique.
INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques.
MSA : Mutualité sociale agricole.
MEDDE : Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.
OPAH : Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
PAC : Politique agricole commune.
PADD : Projet d'aménagement et de développement durables.
PAS : Projet d'aménagement stratégique.
PAT : Projet alimentaire territorial.
PCAET : Plan climat air énergie territorial.
PETR : Pôle d'équilibre territorial rural.
PIG : Programme d'intérêt général.
PLU(i) : Plan local d'urbanisme (intercommunal).
POS : Plan d'occupation des sols.

PTS : Programme territorial de santé
RGP : Recensement général de la population (INSEE).
RPG : Registre parcellaire graphique.
SAU : Surface agricole utile.
SCoT : Schéma de cohérence territoriale.
SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.
SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux.
SIE : Surface d'intérêt écologique (pour la PAC).
SIG : Système d'information géographique.
SIQO : Signes d'identification de la qualité et de l'origine.
SPANC : Service public d'assainissement non collectif.
SPR : Site patrimonial remarquable.
SRADDET : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'équilibre des territoires.
SRCAE : Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie.
SRCE : Schéma régional de cohérence écologique.
SRU : Solidarité et renouvellement urbains (loi du 13 décembre 2000).
TA : Tulle Agglo.
TCAM : Taux de croissance annuel moyen.
TCSP : Transport en commun en site propre.
TVB : Trame verte et bleue.
UCS : Unités Cartographiques des Sols
UGB : Unité de gros bétail.
UIOM : Unité d'incinération des ordures ménagères.
ZAE : Zone d'activités économiques.
ZAN : Zéro artificialisation nette.
ZH : Zone humide.
ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.
ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager.

1. L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE – ANALYSE DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCoT SUR L’ENVIRONNEMENT, MESURES POUR « EVITER, REDUIRE, COMPENSER »

Cette partie se propose d’évaluer les incidences des orientations générales propres au SCoT sur l’environnement. Pour chaque thème, l’état initial, les tendances d’évolution ainsi que les enjeux sont brièvement rappelés. Ensuite, une analyse des incidences notables prévisibles tant positives que négatives de la mise en œuvre du schéma sur l’environnement sera proposée. Un bilan des incidences du SCoT est réalisé pour chaque thématique. D’une manière générale, il traduit la manière dont les incidences négatives ont été prises en compte dans le document. Dans ce cas, les mesures permettant d’éviter, de réduire ou de compenser les incidences dommageables de la mise en œuvre du SCoT pour l’environnement sont anticipées et intégrées au projet initial. Les orientations positives décrites pour chacune des thématiques constituent donc ces mesures. Enfin, les indicateurs sont présentés, permettant au syndicat mixte du SCoT de Tulle Agglo de suivre l’application et les effets des orientations de son schéma.

Rappel réglementaire :

Le Code de l’urbanisme prévoit, dans son article L104-4 que le rapport de présentation du SCoT :

« 1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l’environnement ; »

« 2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ; »

« 3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l’environnement, parmi les partis d’aménagement envisagés, le projet a été retenu. »

La révision du SCoT de Tulle agglo s’inscrit dans un projet de territoire ambitieux basé visant à restaurer une croissance démographique et économique sur le bassin de vie, en s’appuyant sur ses potentiels intrinsèques. Le projet met donc au cœur de sa réflexion la notion d’attractivité territoriale pour renverser les tendances à l’œuvre, notamment démographiques et relever les défis à 20 ans. L’attractivité territoriale, qui est le fil rouge du projet, ne doit pas se résumer par la croissance démographique et aux logements qui lui sont nécessaires. En effet, elle doit passer par une multitude de composantes que sont notamment l’attractivité résidentielle (offre en logements diversifiée et attractive, gamme d’équipements et de services), l’attractivité économique (présence d’emplois diversifiés et attractifs, présence de commerces) et de façon plus large aussi par l’attractivité du cadre de vie (beauté des paysages urbains, agricoles et naturels, qualité patrimoniale...) dans un contexte de résilience, de transitions et de sobriété.

1.1. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LE CLIMAT ET LES ENERGIES

Etat initial : Le changement climatique observé depuis quelques décennies à l'échelle globale amène à réexaminer un certain nombre d'éléments qui se constituaient comme références dans le passé, mais qui aujourd'hui ne sont plus suffisants pour faire face aux évolutions annoncées. L'Agglomération de Tulle s'est engagée dans la réalisation d'un SCOT valant Plan Climat Air Energie de Territoire (SCOT-AEC). En 2021, le secteur du transport de marchandises et de personnes consommait 42% de l'énergie finale du territoire, ce qui en fait le premier poste de consommation d'énergie. Le résidentiel, deuxième secteur consommateur du territoire, représentait 35% des consommations d'énergie.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, les efforts concernant la consommation d'énergie et la production d'EnR seraient peut-être moins marqués. Par exemple, 90% des consommations du secteur des transports concerne le déplacement de personnes. Ce nombre pourra être réduit par la mise en place de mesures pour favoriser les transports en commun, le covoiturage, réduire la place de la voiture etc. En observant l'évolution de la consommation d'énergie entre 2015 et 2022, nous constatons que cette dernière varie d'une année sur l'autre, avec des pics d'augmentation en 2017, 2019 et 2021. Sans le SCoT, la consommation d'énergies pourrait encore augmenter certaines années tandis qu'avec sa mise en place, la projection de consommation a une tendance constante à la baisse.

Objectifs et enjeux : Les objectifs stratégiques et opérationnels du territoire passent par la réduction des émissions de gaz à effet de serre ; la maîtrise de la consommation d'énergie finale ; la réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration ; la production et consommation des énergies renouvelables et la valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage. Nous retrouvons également le renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments ; la livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur ; les productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires ; l'évolution coordonnée des réseaux énergétiques et l'adaptation au changement climatique.

1.1.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LE CLIMAT ET LES ENERGIES

L'adaptation aux conséquences du changement climatique n'a réellement de sens que si les collectivités s'attaquent également à ses causes. A l'échelle du SCoT et pour les énergies, il s'agira d'accélérer les dynamiques de production et de consommation responsables, c'est-à-dire raisonnés et adaptés aux enjeux futurs, le principe de base étant de modifier significativement les modes de consommation pour tendre vers plus de sobriété et d'efficacité, de circularité et d'augmenter la production d'énergies renouvelables. Il est donc important d'impliquer et de mobiliser les citoyens dans la transition énergétique sans oublier de bien préserver les milieux naturels dans les projets de développement des énergies renouvelables.

Il est également question de porter l'ambition d'une autonomie énergétique et de la neutralité carbone. Pour y répondre, le SCoT prévoit de favoriser la mutation énergétique des bâtiments vers plus de sobriété, de performance et d'efficacité énergétique. L'accompagnement de l'agriculture qui est le secteur économique pilier dans le territoire dans le développement des énergies renouvelables est également une incidence positive du SCoT.

L'idée de déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires peut passer par la rénovation des bâtiments. Rénover plutôt que construire neuf permet de limiter l'artificialisation des sols et la consommation énergétique.

En favorisant l'adaptation et/ou le développement de réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique, le SCoT participe à l'amélioration de l'efficacité énergétique et prévient la précarité énergétique des logements par exemple. De même, créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone et accompagner la sobriété des acteurs économiques permettra une amélioration des performances énergétiques entraînant potentiellement une réduction des consommations énergétiques. En outre, l'amélioration de la performance énergétique peut améliorer la qualité de l'air et le confort thermique.

Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité permet de réduire la consommation d'énergie fossile par report modal depuis la voiture individuelle.

1.1.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LE CLIMAT ET LES ENERGIES

- L'augmentation de la population va induire une **augmentation de l'utilisation des énergies**, notamment fossiles avec une augmentation des déplacements en voiture et entraînera par ailleurs une augmentation des émissions de gaz à effet de serre.
- L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments a une incidence indirecte sur l'amélioration de la qualité de l'air mais certains travaux de rénovation peuvent engendrer des **nuisances sonores et/ou des poussières** pouvant impacter temporairement les riverains. Cette incidence sera traitée comme une incidence sur la santé des habitants du SCoT (cf. chapitre 1.7.)

1.1.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

La demande en énergie augmentera avec l'accroissement démographique et les nouvelles activités économiques. Parallèlement à cela, les émissions de gaz à effet de serre vont suivre cette tendance.

Cependant, les choix retenus contribuent à diminuer de manière globale les consommations énergétiques, les émissions de GES et de polluants atmosphériques à l'horizon 2050. Ils sont ambitieux et répondent aux attentes du SRADDET et de la SNBC, bien qu'en dessous du potentiel théorique calculé

Les choix de développement du stockage carbone permettraient à priori de couvrir les flux d'émissions directes du territoire.

1.1.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LE CLIMAT ET LES ENERGIES

CLIMAT ET ENERGIE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Porter l'ambition d'une autonomie énergétique et de la neutralité carbone		Favorise la création d'énergies renouvelables	Les autres objectifs retenus tendent à une diminution globale des consommations énergétiques, des émissions de GES et des polluants atmosphériques.
Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial	L'augmentation démographique entrainera inévitablement le développement de l'offre de logements et pourrait augmenter les émissions de gaz à effet de serre et la demande en énergie	Les logements neufs sont mieux isolés et diminuent la consommation en énergie	
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle augmentation des émissions de GES et des polluants atmosphériques, du besoin en énergie		
Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			
Actions du PCAET			
L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires		Réduction possible des consommations énergétiques	
Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Amélioration de l'efficacité énergétique, sécurisation des approvisionnements et réduction des pertes Meilleure valorisation locale des ressources organiques et réduction des importations d'énergie fossile	

CLIMAT ET ENERGIE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat		Amélioration de la performance énergétique entraînant potentiellement une réduction des consommations énergétiques suite aux travaux de rénovation	
Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
Accompagner la sobriété des acteurs économiques			
Planifier, mobiliser et organiser les moyens		Retombées économiques locales du développement local des ENR	
Développer les projets et les usages		Implication des citoyens via les communautés d'énergie, Potentielle réduction de la précarité énergétique	
Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité		Réduction de la consommation d'énergies fossiles	
Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires)		Réduction de la consommation d'énergie fossile par report modal depuis la voiture individuelle	

1.2. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LA QUALITE DES EAUX

Etat initial : La ressource en eau est une ressource fragile dont la quantité et la qualité est vouée à diminuer drastiquement au cours des prochaines décennies. En 2019, l'état des masses d'eau s'est considérablement amélioré par rapport à 2013. A l'échelle du SCoT de Tulle Agglo, quatre syndicats sont chargés de la gestion en régie de la production d'eau potable, de son transfert et de sa distribution. L'eau potable est issue à quasi 49 % d'eau souterraine et à 51 % d'eau continentale. Le volume total prélevé en 2019 s'élevait à 24 995 409 m³.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, la ressource en eau serait peut-être moins protégée. Grâce au SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, plusieurs mesures ont permis d'améliorer considérablement l'état des masses d'eau, passant de 62% en 2013 à 84% en 2019 de bon état. Le SCoT va permettre de suivre les mesures du nouveau SDAGE pour continuer à protéger la ressource en eau. Pour autant, l'état chimique des masses d'eau superficielles du SCoT de Tulle Agglo s'est dégradé. Si l'intégralité des masses d'eau a été classée en bon état chimique en 2013, en 2019, cinq d'entre elles présentaient un mauvais état chimique. Les causes sont les rejets de macropolluants et l'apparition de fluoranthène.

Objectifs et enjeux : Les objectifs du SCoT sont d'assurer un suivi de la qualité des eaux et de protéger cette ressource. L'eau constitue un enjeu majeur et central pour le territoire. En effet, la majorité des cours d'eau est classée « réservoir biologique » par le SDAGE. Les zones humides assurent de nombreuses fonctions et services écosystémiques, avec la régulation des crues par exemple. Les cours d'eau sont relativement en bon état mais restent menacés par plusieurs facteurs comme les rejets de stations d'épuration, les rejets industriels, les rejets atmosphériques ou l'altération de leur morphologie. Les masses d'eau souterraines constituent également un enjeu car elles sont actuellement menacées par l'usage diffus de produits phytosanitaires.

1.2.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LA QUALITE DES EAUX

La question du captage d'eau potable est un sujet bien pris en compte dans le SCoT dans la mesure où il est prescrit de protéger les captages d'eau potable existants, en les annexant dans les documents d'urbanisme, par des outils fonciers, agro-environnementaux ou de planification, et par la mise en place d'une charte des bonnes pratiques. Est également prescrite l'identification des zones de captage stratégiques futures pour garantir une disponibilité de la ressource à long terme, et pour éviter ainsi l'importation de la ressource. Dans le cadre de l'artificialisation des sols, il est prescrit d'identifier et de préserver les périmètres de captage de l'eau potable. Toutes ces mesures ont une incidence positive sur la ressource en eau. Cette dernière sera préservée plus facilement, notamment lorsque de nouveaux captages devront être trouvés pour satisfaire l'augmentation de la population à venir.

Pour pérenniser la ressource en eau, notamment avec l'accueil de nouveaux habitants, le SCoT intègre les besoins futurs pour que l'urbanisation soit conditionnée à l'adéquation besoins/ressources. Pour protéger cette ressource, il est également interdit de créer des nouveaux étangs en tête de bassin versant et de réguler les étangs existants qui ont des incidences négatives sur la qualité de l'eau. Cette interdiction permettra d'améliorer la qualité de l'eau.

Les communes sont par ailleurs encouragées à sensibiliser et impliquer leurs élus et habitants dans la gestion de la ressource en eau, en collaborant notamment avec les Syndicats de gestion des eaux. De plus, le SCoT conseille de proscrire l'agriculture intensive ou ne permettant pas un usage raisonné de la ressource en eau. Bien que cette mesure soit volontaire, elle s'inscrit néanmoins dans une volonté de réduire l'usage de cette ressource, dans un secteur gourmand en la matière. Par ailleurs, la sensibilisation des habitants pourra favoriser les prises d'initiatives par ces derniers, se sentir plus concernés, et donc agir de manière plus efficace pour protéger la ressource en eau.

1.2.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LA QUALITE DES EAUX

- **L'augmentation de la population** va induire une pression supplémentaire sur la ressource en eau, tant en termes de qualité et de quantité d'eau potable, qu'en termes de gestions des eaux usées.
- **Certaines pratiques sylvicoles** comme les coupes claires à grande échelle peuvent impacter la ressource en eau si elle concerne un linéaire de plusieurs centaines de mètres.

1.2.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

Le SCoT impose des mesures qui permettront de limiter les dégâts et pressions liées à la ressource en eau, mais celle-ci sera plus sollicitée au vu du projet du SCoT d'accueillir des habitants. L'objectif d'accueil de nouveaux habitants dans le respect de la ressource et de la qualité de l'eau semble possible grâce aux prescriptions et recommandations citées dans le SCoT.

1.2.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCoT SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LA QUALITE DES EAUX

RESSOURCE EN EAU ET QUALITE DES EAUX			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Protéger la ressource en eau		Cette mesure pérennise la ressource et permet de l'économiser.	
Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entrainera inévitablement une perte de milieux naturels, notamment par le développement de l'offre de logements et pourrait engendrer une pression supplémentaire sur la ressource en eau.		L'objectif de protection de la ressource en eau devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection effective et pérenne de la ressource locale.

RESSOURCE EN EAU ET QUALITE DES EAUX			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Actions du PCAET			
Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Baisse de la consommation d’eau, d’engrais, et de ressources d’entretien	
Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Meilleur stockage de l’eau.	

1.3. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LA BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

Etat initial : La biodiversité et les milieux naturels sont de plus en plus impactés par le changement climatique. Bien que les zonages d'intérêt environnemental soient localisés sur des surfaces assez restreintes dans notre territoire d'études, ils sont néanmoins liés écologiquement et s'inscrivent dans un ensemble plus vaste, notamment celui de réserve de biosphère du bassin de la Dordogne, reconnu par ailleurs au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le classement récent du PNR de Millevaches comme « Réserve Internationale de Ciel étoilé » vient conforter l'importance et la singularité à grande échelle de ces milieux naturels, qui sont également étroitement liés à l'économie et aux patrimoine culturel et paysager locaux.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, les corridors écologiques à cette échelle n'auraient pas été identifiés, donc potentiellement moins préservés. De plus, sans le SCoT, la nature en ville aurait peut-être moins été intégrée aux aménagements urbains. L'artificialisation dans les réservoirs de biodiversité aurait de la même façon été moins encadrée sans ce document. Le manque d'encadrement par l'absence de SCoT aurait entraîné une perte plus importante d'espaces naturels patrimoniaux ou non. De manière générale, le mitage aurait pu être accentué en l'absence de ce document.

Objectifs et enjeux : La valorisation des milieux naturels et l'intérêt porté à cette thématique permet entre autres de réduire sa vulnérabilité. Le SCoT de Tulle Agglo se donne plusieurs objectifs afin de veiller à la préservation du patrimoine naturel de son territoire, le principe de base étant d'éviter de consommer ces espaces, ou d'éviter toute dégradation supplémentaire. Le patrimoine naturel reconnu à l'échelle internationale constitue un enjeu pour le territoire, tout comme les forêts et l'eau qui apparaissent comme des éléments centraux pour la fonctionnalité écologique du territoire. Nous retrouvons également divers enjeux concernant la nature en ville pour l'adaptation au changement climatique, ou l'amélioration du cadre de vie par exemple.

1.3.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LA BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

Les réservoirs de biodiversité constituant des Trames vertes et bleues sont à préserver en priorité. Ainsi, le SCoT prescrit d'encadrer strictement l'artificialisation dans les réservoirs de biodiversité des Trames vertes et bleues et de les identifier dans le zonage. Il est indiqué que toute urbanisation nouvelle ne pourra s'effectuer qu'à l'intérieur des espaces urbanisés existants, ou en continuité immédiate sous réserve de la non-atteinte de la fonctionnalité des espaces naturels visés par ce classement en réservoirs de biodiversité. De plus, différentes prescriptions concernant les corridors écologiques boisés sont citées. Parmi elles nous retrouvons la réalisation d'un inventaire et d'une cartographie des réseaux de haies, ou encore des travaux de plantation et reboisements en cas de compensation par exemple. Ces prescriptions permettent de limiter le mitage et de préserver les milieux naturels d'une urbanisation massive tout en pensant à une solution en cas de besoin compensatoire. De plus, cela favorise la biodiversité et améliore la qualité de vie des habitants.

Il est également demandé que les zones humides et forêts anciennes identifiées dans le DOO soient protégées de toute intervention humaine incompatible avec leur préservation et la pérennité de leurs fonctionnalités. Ces espaces devront faire l'objet d'un zonage adapté. Les zones humides peuvent servir de régulateur en cas de crue et participent donc à la prévention des risques d'inondation.

Lorsque les secteurs précédemment cités sont concernés par une activité agricole ou sylvicole, la mise en place de plans de gestion sera nécessaire pour assurer leur pérennité écologique. Ces plans devront être réalisés en liaison avec les associations locales de protection de la nature, le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), les collectivités ainsi que les propriétaires et les exploitants. Faire intervenir différents acteurs dans la mise en place de plans de gestion ne peut être que bénéfique pour le milieu et participe à la robustesse du projet.

De plus, le SCoT encourage les communes à initier des campagnes d'inventaire du patrimoine naturel, à mieux communiquer sur les espaces naturels et leurs richesses, les sanctuariser ainsi qu'à initier et encadrer des opérations locales et ciblées de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, en liaison avec les acteurs locaux. Il est également recommandé d'améliorer les pratiques de gestion forestière et de restaurer les réseaux de haies. Les haies constituent des corridors écologiques qu'il est important d'identifier pour permettre le déplacement durable des espèces.

Pour s'adapter au changement climatique, le SCoT prescrit la mise en place d'espaces verts continus dans les futures opérations d'aménagement, et les îlots de fraîcheur et espaces de nature en ville existants devront être identifiés et protégés. Les communes devront également identifier des secteurs urbains à renaturer. Il est important d'identifier les îlots de chaleur urbain afin de commencer les aménagements urbains pour réduire au maximum la température en ville, surtout les étés, dans un contexte où la température estivale ne cesse d'augmenter.

Le SCoT prend également en compte les milieux naturels dans ses orientations pour le développement d'énergies renouvelables. En effet, ce dernier ne prévoit aucune autre consommation d'espace naturel, agricole ou forestier pour la production d'énergie photovoltaïque au sol, hors dispositif répondant au cadre « agrivoltaïque ». Les secteurs propices à l'implantation d'éoliennes devront systématiquement exclure les milieux naturels identifiés dans la Trame verte et bleue du SCoT. Ces mesures limitent pleinement l'artificialisation des sols et participent donc à la préservation des milieux naturels.

Enfin, la réduction de l'éclairage public favorise la Trame noire et participe à la pérennité des espèces nocturnes, qui sont désorientées par l'éclairage public de nuit.

Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients permet de valoriser le patrimoine naturel et former des zones refuges de biodiversité. Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire permet également de restaurer les continuités paysagères et du maillage bocager.

1.3.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LA BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

Quelques incidences négatives inévitables sont à mentionner, même si l'ensemble des mesures prises dans le DOO permet de limiter au maximum les incidences négatives :

- Le scénario du SCoT prévoit une **augmentation de la population de +0.15% d'ici 2045**, ce qui correspond à + 1 500 habitants sur 20 ans. L'augmentation démographique prévue est relativement faible, mais l'accueil de cette population va forcément induire une augmentation de la consommation des ressources naturelles avec des rejets de eaux usées, des déchets...
- **Le besoin de constructions neuves évalué à 88 logements par an**, entrainera une artificialisation des sols avec la réduction d'espaces naturels agricoles et forestiers. De plus, les travaux peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement la biodiversité.
- **De nouveaux espaces économiques vont être construits**, notamment sur les axes D1120 et D940 ce qui entrainera une réduction des espaces naturels, avec potentiellement une augmentation du flux routier, donc des nuisances sonores pouvant impacter la faune locale et de la pollution via des émissions de gaz à effet de serre.

1.3.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

Le SCoT prescrit et encourage de nombreuses mesures, tant directes concernant les espaces naturels agricoles et forestiers avec un zonage précis ou un inventaire du réseau de haies par exemple qu'indirectes avec la réduction de l'éclairage public nocturne ou la réduction des lieux d'implantation des parcs à énergies renouvelables. Les milieux naturels ainsi que la biodiversité sont bien intégrés dans le SCoT et les incidences sur ces thématiques seront suivies et, si possible, minimisées si elles sont négatives grâce aux prescriptions précises. Les incidences négatives sont plutôt faibles au vu du projet.

1.3.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LA BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Identifier et préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial		Limite le mitage et préserve les milieux naturels d'une urbanisation massive	
Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Les écosystèmes humides sont très riches en termes de biodiversité et possèdent de nombreuses fonctions	
Encadrer et limiter l'artificialisation des sols	Le besoin de constructions neuves évalué à 88 logements par an, entrainera une artificialisation des sols avec la réduction d'espaces naturels agricoles et forestiers.	Préserve la biodiversité	L'objectif de limitation de l'artificialisation des sols devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection effective et pérenne de la biodiversité.
Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels			
Gérer durablement les ressources locales		La gestion durable des ressources permet de pérenniser son usage tout en l'économisant et en pratiquant une exploitation raisonnée	
Porter l'ambition d'une autonomie énergétique et de la neutralité carbone		Eteindre l'éclairage nocturne réduit les nuisances sur la faune nocturne tout en participant à l'économie d'énergie	

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entraînera inévitablement une perte de milieux naturels, notamment par le développement de l'offre de logements		Les milieux naturels d'intérêt devront être identifiés à l'échelle des documents d'urbanisme locaux à travers leur Trame Verte et Bleue, qui devront assurer leur préservation.
Donner la priorité au réinvestissement des logements vacants		Réinvestir les logements vacants permet de diminuer les nouvelles constructions et préserve donc les milieux naturels d'une artificialisation potentielle	
Organiser et adapter la production de logements neufs	L'augmentation du parc immobilier engendrera de l'artificialisation des sols, qui entraînera une destruction partielle de milieux naturels		Les documents d'urbanisme locaux devront envisager en priorité une densification de l'espace bâti existant afin de réduire l'artificialisation des milieux agricoles et naturels périphériques. Le choix des zones à urbaniser en extension devra veiller à préserver les éléments de la Trame Verte et Bleue.
Réduire et limiter l'impact des extensions urbaines		Réduit le mitage et l'artificialisation des sols	
Réduire l'artificialisation des sols au sein des espaces urbains et à urbaniser		Préserve les milieux naturels d'une potentielle destruction	

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS

Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle destruction de milieux naturels		Les entreprises devront être accueillies en priorité dans le tissu urbain existant.
Favoriser le réemploi des friches économiques		Réduit l'étalement urbain et diminue l'artificialisation des sols donc diminue le risque de destruction d'espaces naturels	
Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE	Potentielle destruction de milieux naturels		Ces incidences et les mesures propres à chaque secteur de projet sont détaillées dans le chapitre 1.11.
Prendre en compte la fonction support de la logistique intermédiaire pour le développement industriel		Plafonner la taille des entrepôts limite l'artificialisation des sols	
Améliorer la connaissance des espaces agricoles et forestiers		Préserve la biodiversité et permettra de tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable	
Préserver le foncier agricole		Préserve la biodiversité et limite le mitage	
Prendre en compte les multiples rôles de la forêt		Préserve la biodiversité et sensibilise sur cette ressource riche	
Conforter la qualité paysagère		Limite l'artificialisation des sols	
Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Met en valeur le patrimoine et le paysage et les milieux naturels	

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Promouvoir et faciliter les alternatives à la voiture individuelle	Aménagements pouvant créer des nuisances sonores ou émettre de la poussière, impactant la faune locale		Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Favoriser un urbanisme « des courtes distances »		Permet d'éviter le mitage, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols	
Actions du PCAET			
L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Certains travaux de rénovation peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement la biodiversité.	Rénover plutôt que construire neuf permet de limiter l'artificialisation des sols.	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement. Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Prescrire et établir un SCOT AEC		Renaturation de sols artificialisés	
Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable		Renaturation de sols artificialisés	
		Atténuation des ilots de chaleur urbains	
Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Potentiel effet sur la fonction de puits ou de réservoir de carbone des forêts : il faut prélever la juste quantité et de la bonne manière (attention, les coupes claires à grande échelle peuvent impacter la ressource en eau si elle concerne un linéaire de plusieurs centaines de mètres)	

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat	Certains travaux de rénovation et nuisances sonores et/ou des poussières associées, peuvent impacter temporairement la biodiversité	Limitation de l'artificialisation des sols	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement. Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Nuisances sonores et/ou des poussières associées, pouvant impacter temporairement la biodiversité		Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Développer les circuits courts de proximité sur le territoire		Maintien d'un paysage agricole local et diversifié, préservation des terres agricoles	
Développer les projets et les usages	Potentielle réduction de la biodiversité sur site (PV au sol) en créant des zones d'ombres et en limitant la circulation des espèces.	Limitation de l'imperméabilisation de friches qui auraient pu être gagnés par le développement urbain	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement.
Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité	Artificialisation de sols, attention aux changements d'affectation de sols en ce qui concerne les aires de covoiturage		L'objectif de limitation de l'artificialisation des sols devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection effective et pérenne de la biodiversité.

BIODIVERSITE ET LES ESPACES NATURELS			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Valorisation du patrimoine naturel	
Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Valorisation du patrimoine naturel	
		Augmentation du puits de carbone	

1.4. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LA GEOLOGIE ET L'EXPLOITATION DES CARRIERES

Etat initial : Le territoire du SCoT comptabilise quatre sites de carrière en activité avec des fins d'exploitation allant jusqu'à 2046. La production annuelle des carrières de Tulle Agglo s'élève à 636 000 tonnes. La majorité des granulats extraits des carrières du territoire est utilisée pour la construction de routes et de bâtiments. Seule la carrière d'Eyrein exploite de la pierre de taille. Aucune ne produit de matériaux alluvionnaires. Tulle Agglo abrite six sites géologiques patrimoniaux allant d'une faille à des écolites en passant par une cascade par exemple.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, les sites géologiques auraient peut-être eu moins d'attention et se seraient dégradés plus vite. De plus, bien que la remise en état des sites de carrières après leur exploitation soit légalement obligatoire, tout document supplémentaire visant à enrichir la démarche est positif, ce qui est le cas dans le cadre du SCoT.

Objectifs et enjeux : Le patrimoine géologique remarquable façonne le paysage, avec notamment une riche diversité en termes de roches et minéraux qui constitue un intérêt historique local, que l'on peut identifier comme enjeu. En effet, ces habitats minéraux profitent à de nombreuses espèces animales et végétales. Les sites à ciel ouvert constituent également un enjeu dans le patrimoine géologique du territoire car ils peuvent être menacés par les activités humaines telles que le tourisme ou l'exploitation de carrière mais aussi par le climat changeant.

1.4.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LA GEOLOGIE ET L'EXPLOITATION DES CARRIERES

Les carrières font partie intégrante du patrimoine naturel de Tulle Agglo, il est prescrit d'encadrer leur création, leur renouvellement et leur remise en état en fin d'exploitation. De plus, il est conseillé lors de la création ou l'extension de nouvelles carrières, d'obtenir une autorisation sous conditions de préservation des milieux naturels et du paysage, et d'élaboration d'un Plan de Réaménagement en concertation avec les acteurs locaux. Il est aussi conseillé d'encourager les aménagements favorables à la biodiversité au droit des anciennes carrières. Ces actions sur les carrières permettent de diminuer l'usage intensif du sol et permet de réguler la ressource en évitant un appauvrissement du sol. De plus, les anciennes carrières pourront favoriser le développement de la biodiversité en encourageant ces aménagements.

Pour mettre en valeur les qualités paysagères du territoire, les documents d'urbanisme devront préserver et valoriser le patrimoine géologique, en effectuant une étude paysagère identifiant les éléments remarquables. La géologie du SCoT de Tulle est actuellement un atout peu exploité malgré un intérêt certain. Valoriser et préserver le patrimoine géologique a une incidence très positive. En effet, cela permettra aux habitants ou touristes d'identifier plus facilement ce dernier et de se sensibiliser. Le patrimoine géologique pourra donc vieillir en limitant sa vulnérabilité. Identifier les éléments remarquables constitue une richesse pour le territoire qui pourrait favoriser son attractivité.

1.4.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LA GEOLOGIE ET L'EXPLOITATION DES CARRIERES

- L'accueil de nouveaux habitants qui induit de **nouvelles habitations** va **augmenter la demande en matériaux** et potentiellement l'exploitation des carrières locales.
- Il en va de même pour le **développement des zones économiques** citées dans le SCoT.

1.4.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

Le SCoT de Tulle Agglo prend en compte les ressources des carrières tout en permettant une prolongation durable de leur exploitation. Les incidences négatives de la mise en œuvre du SCoT sur la géologie et l'exploitation des carrières se résument à l'affirmation de besoins en matériaux issus des carrières. La valorisation du patrimoine géologique pourra constituer une richesse pour le territoire et potentiellement une source d'attractivité supplémentaire.

1.4.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LA GEOLOGIE ET L'EXPLOITATION DES CARRIERES

GEOLOGIE ET EXPLOITATION DES CARRIERES			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Encadrer et limiter l'artificialisation des sols		Préserve les carrières et leur exploitation	
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle destruction de milieux naturels avec peut-être de la pression sur les carrières pour la demande en matériaux de construction		Réalisation d'une étude préalable sur la disponibilité des matériaux dans les carrières.
Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			Les entreprises devront être accueillies en priorité dans le tissu urbain existant.
Intégrer la 5° révolution du commerce		Il n'est pas prévu de création de nouveau site commercial, et le développement de nouvelles surfaces est limité aux besoins des nouveaux modes de consommation	

1.5. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

Etat initial : Actuellement, le territoire du SCoT englobe 44 ouvrages d'assainissement collectif, desservant 25 696 habitants et ayant une capacité nominale cumulée de 39 165 eq/habitants. 7 communes ne sont pas raccordées à l'assainissement collectif. Le risque d'inondation par ruissellement lors d'événements pluvieux plus ou moins intenses est souvent concentrique autour des aires urbaines, avec un risque accru dans les zones industrielles et commerciales. En effet, il est favorisé par l'imperméabilisation des sols et les pratiques culturelles limitant l'infiltration des précipitations.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, le phénomène de ruissellement aurait pu s'intensifier au droit des secteurs nouvellement urbanisés notamment, pouvant aggraver le risque inondation en saturant le réseau de récupération des eaux pluviales (si réseau séparatif), et/ou augmenter les risques de nuisances et pollutions au niveau des ouvrages d'assainissement qui les récupèrent (si réseau unitaire). Le respect des normes de rejet par les ouvrages d'épuration ne dépend pas du SCoT mais est régi par le droit national en vigueur.

Objectifs et enjeux : La gestion des eaux pluviales est prise en compte dans le SDAGE Adour Garonne 2022-2027, dans le but de favoriser son infiltration et sa rétention. Pour y répondre, il est question de favoriser, dans les documents d'urbanisme, la bonne gestion des eaux pluviales notamment via l'aménagement des espaces ; de limiter le ruissellement des eaux pluviales ; de réutiliser les eaux non conventionnelles pour certains usages et d'atténuer les pics de crues par le stockage des eaux de ruissellement urbain. Concernant l'assainissement, les installations actuelles nécessitent une surveillance voire des aménagements ou travaux pour respecter les normes environnementales. Plusieurs enjeux sur la population ou les cours d'eau sont identifiés car les installations peuvent être à l'origine de pollution ou nuisances.

1.5.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales est mentionnée à plusieurs reprises. Il est prescrit que les documents d'urbanisme devront limiter l'imperméabilisation des sols y compris au sein des espaces urbanisés, en fixant un pourcentage minimum d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Cette mesure permet de limiter le risque d'inondation par ruissellement.

De plus, les nouveaux aménagements devront intégrer des techniques alternatives de gestion, de récupération et de réutilisation des eaux pluviales, plus douces et respectueuses des caractéristiques de la zone d'implantation, de façon à se rapprocher le plus possible du cycle naturel de l'eau. Tous ces nouveaux aménagements intégrant des principes de récupération des eaux pluviales, pourront permettre l'alimentation en eau des jardins et espaces verts périphériques. Ces installations devront veiller à limiter la propagation des moustiques tigres. En effet, les eaux stagnantes favorisent la prolifération de cette espèce exotique envahissante.

Les documents d'urbanisme doivent s'assurer de la capacité de leurs systèmes d'assainissement à accueillir les populations à venir. L'urbanisation devra être conditionnée au bon fonctionnement de ces ouvrages. Ces prescriptions répondent à la volonté de veiller à la bonne gestion et à l'amélioration du réseau d'assainissement. De plus, cela permet de maintenir une surveillance constante des ouvrages d'assainissement tout en veillant au respect des normes environnementales.

Il est conseillé aux communes de maintenir voire de renforcer le suivi des ouvrages d'assainissement non collectif, en conformité avec l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

1.5.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCOT SUR L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

- L'augmentation de la population entrainera l'**augmentation de l'artificialisation des sols**, donc du phénomène **d'imperméabilisation** et participe à réduire l'infiltration des eaux pluviales.
- De plus, l'**assainissement** devra avoir la capacité d'accueillir les nouveaux habitants, ce qui va donc **entraîner de nouveaux travaux**.

1.5.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

L'accueil des nouveaux habitants devra se faire sous réserve du bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement. Les eaux pluviales sont également prises en compte dans la mesure où il est prescrit de limiter l'imperméabilisation des sols. La mention concernant la récupération des eaux pluviales pour alimenter notamment les espaces verts souligne indirectement la volonté de la part du SCoT de préserver l'eau potable en jouissant de cette ressource naturelle, et en évitant le gaspillage.

1.5.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entrainera inévitablement une pression sur l'assainissement notamment par le développement de l'offre de logements		L'objectif de limiter la production et le ruissellement d'eaux pluviales devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une bonne gestion des réseaux. Une étude sur les possibilités d'accueil de nouveaux habitants en termes de capacités épuratoires devra être effectuée à l'échelle locale.
Diversifier la production de logements pour répondre aux besoins de l'ensemble des ménages du territoire	Si le réseau le permet, les logements neufs devront être raccordés à l'assainissement collectif, ce qui augmentera l'usage de la structure et donc une pression supplémentaire		

1.6. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LA GESTION DES DECHETS

Etat initial : La sobriété des systèmes de production doit inévitablement s'accompagner d'une sobriété des systèmes d'échanges et de consommation. Cela se traduit notamment par une gestion raisonnée des déchets. 6 déchèteries, 1 plateforme de compostage, 3 ISDI, 1 installation de stockage ou valorisation des déchets d'amiante sont situées sur le territoire. La plupart des autres installations de gestion et de valorisation des déchets sont situées sur ou autour de la commune de Brive.

Evolution au fil de l'eau : Si de nouvelles installations ne sont pas autorisées, le nombre d'ISDI sur le département passera de 6 en 2020 à 2 en 2031.

Objectifs et enjeux : L'enjeu porte notamment sur la capacité de traitement de déchets qui est en baisse. L'objectif du SCoT est de réduire la quantité de déchets. Les filières de prévention, de réemploi, de recyclage ou d'autres techniques de valorisation sont encore insuffisamment développées.

1.6.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LA GESTION DES DECHETS

Le SCoT prescrit la construction d'un local dimensionné pour la collecte sélective des déchets et pour le compostage dans chaque projet d'aménagement, ainsi que l'implantation de points d'apport volontaires pour les zones urbanisées existantes et futures. Le but est également de réduire la quantité de déchets des habitants. Travailler sur l'économie circulaire permet de réduire potentiellement la présence des déchets dans l'espace public.

Il est recommandé aux communes de sensibiliser les habitants sur le gaspillage et les acteurs économiques du territoire, d'informer et d'éduquer la population sur la gestion des différents déchets (compostage, tri sélectif, etc.) et d'inciter au recyclage dans les procédures de marchés publics. La prévention incite également à diminuer le volume des déchets et à limiter la surconsommation.

1.6.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LA GESTION DES DECHETS

- **L'augmentation de la population** entraînera l'augmentation de la production de déchets, donc l'augmentation de sa gestion.
- **Le développement des zones commerciales** va également augmenter la quantité de déchets à gérer.

1.6.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

Les mesures concernant les déchets participeront à la bonne gestion des détritiques, et pourront aider à répondre à l'augmentation démographique prévue par le SCoT. L'accueil de la population couplée aux nouvelles zones commerciales pourraient créer une pression dans ce domaine si les mesures ne sont pas appliquées.

1.6.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LA GESTION DES DECHETS

LA GESTION DES DECHETS			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Soutenir le développement d'activités sobres en ressources et l'économie circulaire		Réduit la quantité de déchets et peut participer à la sensibilisation, à la surconsommation et au gaspillage	
Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entrainera inévitablement un développement de l'offre de logements et pourrait engendrer une pression sur la quantité de déchets à traiter		Une étude sur les possibilités d'accueil de nouveaux habitants devra être effectuée à l'échelle locale pour permettre un accueil dans de bonnes conditions.
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle augmentation de la quantité de déchets		Avant d'accueillir de nouvelles entreprises, les documents d'urbanisme locaux devront s'assurer de leur capacité à gérer l'augmentation de ces déchets.
Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			
Actions du PCAET			
Travailler sur l'économie circulaire		Réduction potentielle de la présence des déchets dans l'espace public (encombrants, déchets sauvages...)	
Prévenir et réduire la quantité de déchets sur le territoire			

1.7. INCIDENCES GENERALES DU SCoT SUR LA SANTE

1.7.1. LES NUISANCES SONORES

Etat initial : Les nuisances sonores sont localisées à Tulle et sur quelques tronçons routiers mais aucun établissement d'enseignement ou de santé n'a été recensé dans les zones d'exposition au bruit des routes communales. Plusieurs voies de circulation sont problématiques car la valeur limite de bruit diurne et nocturne est dépassée, notamment la RD1120 au Nord, la RD1089 au Sud-Ouest et sur les principaux tronçons routiers de Tulle.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, plusieurs mesures concernant la diminution de la place de la voiture dans le territoire ne seraient pas appliquées. De ce fait, les nuisances sonores liées au trafic routier ne diminueraient pas forcément. Sans le SCoT, le développement de l'offre foncière n'aurait peut-être pas été effectué en pensant aux potentielles émissions de nuisances sonores engendrées.

Objectifs et enjeux : Il s'agit, dans ce contexte, d'améliorer le cadre de vie actuel et futur de tous les habitants. Le principe de base est d'assurer la qualité du cadre de vie mais surtout sa durabilité face aux enjeux à venir, cela passe notamment par la réduction des nuisances sonores. Des zones de calme ont été identifiées dans le centre de Tulle.

1.7.1.1. Incidences positives du SCoT sur les nuisances sonores

Il est prescrit de manière explicite d'identifier les secteurs géographiques à mixité fonctionnelle pour y développer une offre foncière ou immobilière nouvelle, sous condition que les activités ciblées ne soient pas génératrices de nuisances sonores, ou potentiellement génératrice de pollutions. Le SCoT indique également qu'il faut diminuer l'impact fragmentant des routes afin de limiter la mortalité de la faune et les nuisances sonores. Ces actions permettent d'augmenter la qualité de vie des habitants exposés.

D'autres mesures plus implicites vont permettre de limiter les nuisances sonores. Nous pouvons citer toute la thématique qui traite du déplacement sur le territoire. Connecter le campus de Tulle en facilitant les accès piétons et vélo va induire une diminution de l'usage de la voiture et donc une diminution des nuisances sonores liées à la route. Plus globalement, les mobilités actives sont bien représentées dans le SCoT permettant de réduire cette nuisance. Une prescription indique notamment que les espaces de vie centraux (place du village...) devront être aménagés en priorité pour les piétons et, si besoin, pour permettre le stationnement de courte durée.

L'identification des lieux adaptés à la pratique du télétravail, à proximité des autres services de centralité (commerces, équipements, accès aux transports...) permet également de limiter les longues distances et réduire les nuisances sonores routières. Il est par ailleurs conseillé d'appliquer cette mesure dans les pôles d'équilibre. Pour l'heure, cette mesure n'est obligatoire que pour les pôles structurants et le pôle central.

Le SCoT prescrit d'étudier les besoins en co-voiturage et de mettre en place, le cas échéant, des aires de covoiturage. Ces aires pourront être créées soit à proximité des centralités, soit des lieux générant des déplacements (écoles, collèges, lycées), soit à proximité des principaux flux pendulaires. Là aussi, la réduction de l'usage de la voiture individuelle participe à la réduction des nuisances sonores, tout comme la volonté d'augmenter la capacité de stationnement relais sur les entrées de ville, à proximité des services de transport en commun. L'implantation de nouveaux logements à proximité de ces derniers encourage également l'usage de ce mode de déplacement. L'ensemble de ces mesures pour se détacher des véhicules motorisés participe à la réduction des nuisances sonores liées aux voitures.

1.7.1.2. Incidences négatives du SCoT sur les nuisances sonores

- Le développement des zones économiques pourrait engendrer une **augmentation du flux routier** donc potentiellement des nuisances sonores supplémentaires aux abords des axes routiers concernés tels que l'A20, la D1120 ou la D940, tout comme l'augmentation démographique.
- Le déploiement d'une politique ambitieuse concernant l'exemplarité énergétique et climatique pourrait engendrer des **travaux** émetteurs de nuisances sonores temporaires.

1.7.1.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées

Indirectement, toutes les mesures visant à réduire la place de la voiture participe à la réduction des nuisances liées aux voitures. Le SCoT a donc bien intégré les enjeux liés à cette thématique dans son projet.

1.7.2. LA QUALITE DE L'AIR

Etat initial : Les émissions du territoire s'inscrivent dans les moyennes départementales. Seule la commune de Tulle est considérée comme sensible à la qualité de l'air. Le territoire est responsable de 482 ktCO₂e annuelles de gaz à effet de serre émises, soit 11 tCO₂e par habitant. Le territoire a un facteur moyen de séquestration de 311 tCO₂/ha, ce qui se situe dans une moyenne plutôt haute. Le territoire rejette une quantité relativement élevée d'ammoniac (NH₃), en grande partie lié à l'activité agricole, et particulièrement l'épandage d'engrais azotés issus des déjections animales. Le territoire doit la majeure partie de son stock carbone à la présence de zones naturelles, surtout forestières.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, la qualité de l'air se serait peut-être dégradée. Les alternatives à la voiture individuelle auraient peut-être été moins évoquées et les aménagements autour de ces nouvelles pratiques moins nombreux. La réduction des émissions de gaz à effet de serre aurait sans doute été moins importante et les objectifs de séquestrations plus faibles voire inexistant.

Objectifs et enjeux : Le but du SCoT est d'améliorer la qualité de l'air et cela passe par plusieurs mesures notamment pour réduire l'usage de la voiture thermique individuelle. La qualité de l'air passe par l'émission de polluants en tous genres. Malgré le fait que celle-ci se soit améliorée, plusieurs polluants atmosphériques restent émis comme l'ammoniac ou les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) par exemple. Le transport de personnes est le poste le plus émetteur dans le secteur des transports, qui représente lui-même le troisième poste d'émission. Ces chiffres peuvent être réduits grâce aux mesures du SCoT.

1.7.2.1. Incidences positives du SCoT sur la qualité de l'air

Comme pour le sujet précédent, toutes les mesures prises concernant la mobilité vont avoir une incidence positive sur la qualité de l'air. En effet, les véhicules motorisés représentent une grande partie des émissions de gaz à effet de serre et donc de pollution atmosphérique. Les mesures passent par la mise en place d'aires de covoiturage, des aménagements pour sécuriser la pratique des mobilités actives ou encore le renforcement du réseau de transports en commun. Réduire l'usage de ce transport individuel souvent carboné va donc améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le déploiement d'une politique ambitieuse d'exemplarité et d'efficacité énergétique et climatique aura une incidence positive indirecte sur l'amélioration de la qualité de l'air, tout comme l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique.

Le développement des circuits-courts sur le territoire engendrera une baisse des émissions de gaz à effet de serre liées à des consommations alimentaires non locales, et participera donc à l'amélioration de la qualité de l'air.

1.7.2.2. Incidences négatives du SCoT sur la qualité de l'air

- L'accueil de nouvelles populations et des zones commerciales va augmenter les **émissions de gaz à effet de serre** dans divers domaines comme les transports, le chauffage, la gestion des déchets etc. et pourrait dégrader la qualité de l'air.

1.7.2.3. Bilan des incidences et des mesures adoptées

Les diverses mesures prises dans le SCoT visent à réduire au maximum la dégradation de la qualité de l'air, bien qu'inévitablement cette dernière sera plus ou moins altérée par le projet du SCoT qui est d'accueillir de nouveaux habitants et des zones commerciales.

1.7.3. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LA SANTE

SANTE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Identifier et préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial		Améliore la qualité de vie des habitants par le maintien des puits de carbone (qualité de l'air, proximité à la nature)	
Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Maintien ou amélioration de la qualité des eaux (impact sur la santé publique) et de la fonctionnalité des écosystèmes humides (santé publique et sécurité des habitants vis-à-vis du risque inondation)	Il est important de vérifier la qualité de l'eau, surtout lorsque les nouveaux captages d'eau seront effectués pour alimenter la nouvelle population
Diminuer les pollutions et les nuisances		Améliore la qualité de vie des habitants (en termes de santé publique)	

SANTÉ			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Gérer durablement les ressources locales		Favoriser les circuits-courts permet indirectement d'améliorer la qualité de vie des habitants en diminuant les déplacements et en réduisant les émissions de GES	
Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial	L'augmentation démographique entraînera inévitablement l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre.
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés			
Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			
Pérenniser les services de proximité maillant le territoire		Limite l'usage de la voiture donc réduit les émissions de GES	
Renouveler l'attractivité du pôle central de Tulle		Tend à améliorer la qualité de vie pour les habitants vivant dans le pôle central de Tulle	
Conforter la qualité paysagère		Améliore la qualité de vie des habitants	
Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Le développement des mobilités actives autour diminuera les émissions de GES	

SANTÉ			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Adapter l'immobilier de loisirs à la stratégie touristique		Le SCoT encourage la diversification agricole orientée vers le tourisme et donc tend à assurer la pérennité des exploitations agricoles	
Faciliter l'accès aux services et réduire les besoins en déplacements		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES et améliore la qualité de l'air	
Promouvoir et faciliter les alternatives à la voiture individuelle		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES, améliore la qualité de l'air et encourage à se dépenser	
Encadrer le stationnement des véhicules motorisés			
Développer les infrastructures et équipements nécessaires aux mobilités actives			
Générer une urbanisation propice à l'utilisation des transports collectifs et favoriser l'intermodalité		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES, améliore la qualité de l'air	
Favoriser un urbanisme « des courtes distances »			

SANTÉ			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Actions du PCAET			
Organiser une gouvernance de la transition écologique porteuse de transversalité et d’opérationnalité		Renforcement des liens sociaux et meilleure compréhension des enjeux	
L’agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d’exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Certains travaux de rénovation peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement les riverains	L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments a une incidence indirecte sur l'amélioration de la qualité de l’air	Communiquer en amont sur les travaux pour éviter les nuisances Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Valoriser et s’inspirer d’initiatives exemplaires		Renforcement des liens sociaux et meilleure compréhension des enjeux	
Favoriser la diffusion la culture de la transition écologique			
Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Incidence indirecte sur la qualité de l'air par changement du mix énergétique, nuisances temporaires durant les travaux de construction/rénovation des réseaux, risques de pollution de l'air si les technologies adaptées ne sont pas utilisées (filtres à particules)	

SANTÉ			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat		L'amélioration de la performance énergétique des logements peut améliorer la qualité de l'air, le confort thermique et réduit la précarité énergétique	
Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Attention à certains travaux de rénovation qui peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement les riverains	L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments peut améliorer la qualité de l'air, le confort thermique	Communiquer en amont sur les travaux pour éviter les nuisances Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
Développer les circuits courts de proximité sur le territoire		Baisse des émissions de GES liées à des consommations alimentaires non locales	
Travailler sur l'économie circulaire		Réduction de la pollution liée à la surconsommation	
Prévenir et réduire la quantité de déchets sur le territoire			
Développer les projets et les usages		Incidence indirecte sur la qualité de l'air par changement du mix énergétique	

SANTÉ			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité			
Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires)		Incidence positive sur la qualité de l'air et la réduction des nuisances sonores	
Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Incidence positive sur la qualité de l'air	
Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire			

1.8. INCIDENCES GÉNÉRALES DU SCoT SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Etat initial : Le SCoT a pour but de protéger la population des risques naturels et technologiques, notamment en préservant les milieux naturels à travers une urbanisation plus raisonnée. Dans le territoire de Tulle Agglo, 11 communes sont soumises au risque inondation et 8 autres sont exposées au risque de rupture de barrage. Des cavités souterraines et l'aléa « retrait gonflement des argiles » sont présents sur tout le territoire. Le potentiel radon est relativement élevé. Pour autant, 26 communes ne sont concernées par aucun risque majeur.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCoT n'était pas mis en place, le risque d'inondation par ruissellement aurait pu être plus élevé et l'imperméabilisation des sols aurait peut-être moins été pris en compte dans les politiques d'aménagement du territoire.

Objectifs et enjeux : L'objectif du SCoT est d'éviter de créer de nouvelles zones à risque tout en diminuant le risque présent sur des zones déjà urbanisées. Plusieurs risques sont présents plus ponctuellement mais aggravent la vulnérabilité du territoire comme le risque de mouvement de terrain qui constitue un enjeu pour le territoire. Le risque industriel peut être considéré comme fort avec la présence d'une usine SEVESO.

1.8.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCoT SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le SCoT indique que toute intervention liée à la prévention des risques naturels majeurs pourra être admise à condition de prévoir des mesures de réduction ou de compensation utiles pour limiter ses impacts sur la biodiversité.

Connaître et prévenir l'impact des risques naturels incite à une meilleure protection du patrimoine bâti et encourage les pratiques améliorant la compréhension des enjeux et la réactivité face aux risques.

Pour encadrer l'artificialisation des sols, il est prescrit de prendre en compte les risques naturels et technologiques ainsi que les sites et sols pollués ou susceptibles de l'être en amont des projets d'aménagement du territoire, de manière à éviter l'aggravation et l'exposition de/à ces risques et nuisances.

Pour s'adapter au changement climatique et faire face aux inondations à venir, les systèmes d'évacuation des eaux actuellement sous-dimensionnés, devront être ajustés. Il est recommandé de sensibiliser les habitants à la gestion de l'eau, et communiquer sur la réglementation et la constructibilité en zones inondables. De plus, le SCoT demande l'identification des « dents creuses les espaces contigus non bâtis, au sein de l'enveloppe urbaine légalement et techniquement constructibles, hors zone inondable par exemple.

Interdire toute modification de la morphologie des cours d'eau et toute atteinte à la végétation rivulaire, sauf dans le cas d'ouvrages de protection des crues encourage également une meilleure gestion de ce risque.

Il est par ailleurs conseillé de favoriser le pâturage pour l'entretien des espaces périurbains présentant un risque incendie.

1.8.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCoT SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

- Les nouveaux projets d'artificialisation des sols pourraient **augmenter le risque d'inondation par ruissellement** au vu de la diminution de la perméabilité des sols.

1.8.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTEES

Plusieurs mesures sont prises pour réduire la vulnérabilité face au risque d'inondation. Le ruissellement pourra cependant augmenter si les surfaces imperméables augmentent et qu'aucun dispositif pour les gérer n'est mis en place.

1.8.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Les zones humides peuvent servir de régulateur en cas de crue et participent donc à la prévention des risques d'inondation	
Encadrer et limiter l'artificialisation des sols		Limiter l'artificialisation limite l'imperméabilisation, donc les inondations par ruissellement	
Organiser et adapter la production de logements neufs	L'augmentation du parc immobilier engendrera de l'artificialisation des sols, qui entrainera une imperméabilisation des sols favorisant le risque d'inondation par ruissellement		L'objectif de limiter la production et le ruissellement d'eaux pluviales devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une bonne gestion des réseaux.
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Atteinte au paysage ainsi que l'augmentation de l'imperméabilisation des sols passant par l'augmentation des inondations par ruissellement		
Actions du PCAET			
Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable		Meilleure infiltration d'eau dans les sols, réduction du ruissèlement, diminution des risques d'inondation	

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Connaître et prévenir l'impact des risques naturels		Incitation à des pratiques améliorant la compréhension des enjeux et la réactivité face aux risques	
Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Régulation des crues	

1.9. INCIDENCES GENERALES DU SCOT SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

Etat initial : Le paysage tel qu'il est perçu n'est jamais immuable mais il est amené à changer plus brusquement et de manière irrémédiable avec le changement climatique. Un changement brutal du paysage peut affecter la population ainsi que l'identité du territoire, et ainsi entraîner des conséquences directes sur le cadre de vie et l'économie. Au sein des six sites recensés dans l'inventaire du patrimoine géologique régional, un possède une haute valeur patrimoniale.

Evolution au fil de l'eau : Si le SCOT n'était pas mis en place, le patrimoine serait peut-être moins valorisé et le paysage plus impacté par les prochains projets. La qualité paysagère des entrées de ville et le mitage seraient peut-être moins abordés.

Objectifs et enjeux : L'objectif principal est de s'appuyer sur la résilience du paysage local et sur ses atouts. Plusieurs enjeux paysagers transversaux sont identifiés comme les vallées de cours d'eau qui constituent les principaux axes de communication et de peuplement du territoire et le reste du territoire est compartimenté d'une vallée à une autre. De plus, la maîtrise de l'urbanisation s'avère nécessaire pour préserver les silhouettes des bourgs et des petites villes. Le couvert arboré constitue un enjeu principal de conservation.

1.9.1. INCIDENCES POSITIVES DU SCOT SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

Pour mettre les qualités paysagères du territoire au service de sa résilience et de son adaptation et maximiser l'intégration paysagère de chaque projet, les documents d'urbanisme devront comporter une étude paysagère identifiant notamment les éléments remarquables du paysage et du patrimoine, à préserver et à valoriser. Cette mesure vise à dénaturer le moins possible le paysage et a donc une incidence positive dans ce domaine. De plus, toute modification d'un paysage remarquable par le biais d'une nouvelle construction devra être effectuée avec un objectif d'intégration paysagère, en tenant compte des caractéristiques de l'entité dans laquelle elle s'insère et de la co-visibilité avec des éléments remarquables du paysage.

Afin de préserver le paysage, il est également prescrit que toute nouvelle plantation arborée ou forestière devra être envisagée dans un souci de résilience face au changement climatique, en choisissant des essences feuillues adaptées et diversifiées.

Il est recommandé d'identifier l'aire de co-visibilité des points de vue lors de l'analyse paysagère des nouveaux projets. Le SCoT conseille aussi d'autoriser sous conditions de préservation des milieux naturels et du paysage, la création ou l'extension de nouvelles carrières. De plus, il sera exclu d'implanter des éoliennes dans des secteurs à fort enjeu paysager.

Réduire et limiter l'impact des extensions urbaines s'opèrera en demandant systématiquement dans les zones à urbaniser un traitement paysager et fonctionnel de la nouvelle frange urbaine.

Il sera demandé de veiller à une bonne intégration architecturale et paysagère des bâtiments à vocation économique au sein des Zones d'Activités Economiques pour renforcer l'attractivité du territoire en limitant l'impact paysager. De plus, favoriser la densification urbaine en mobilisant les dents creuses par exemple, permet de conserver une harmonie paysagère et d'éviter le mitage.

Améliorer la qualité paysagère des entrées de ville du pôle central et des pôles structurants en préservant notamment les coupures d'urbanisation et les vues sur le grand paysage avant les entrées de ville permet de conforter la qualité paysagère. De plus, Le SCoT demande d'identifier les points de vue sur le grand paysage (points hauts, vues sur les vallées, les bourgs...) et préserver ces points de vue. Cela passe par la demande à tout permis de construire situé en co-visibilité, une insertion paysagère depuis le point de vue.

Le SCoT demande d'identifier les secteurs à enjeux paysagers et/ou touristiques et l'inscription de règles architecturales renforcées concernant l'aspect extérieur des constructions pour privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine. Aussi, le stationnement aux abords des sites touristiques devra être particulièrement soigné pour ne pas dégrader le paysage.

L'idée de favoriser la diffusion de la culture de la transition écologique permet d'inciter à l'intégration des enjeux d'aménagement durable dans les projets. Le maintien d'un paysage agricole local et diversifié sera encouragé par le développement de circuits courts de proximité sur le territoire.

Concernant le secteur du développement des énergies renouvelables ou de l'efficacité énergétique, de la transition énergétique en général, il sera nécessaire d'éviter d'impacter l'architecture du patrimoine et d'éviter d'affecter temporairement ou durablement l'environnement bâti ou les zones patrimoniales sensibles.

1.9.2. INCIDENCES NEGATIVES DU SCOT SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

- Les **rénovations énergétiques** pourraient avoir certains impacts sur l'architecture du patrimoine.
- Le **développement du territoire** passe par l'augmentation démographique et des zones commerciales pourraient avoir une incidence dans la mesure où de l'artificialisation aura lieu.
- Dans le **développement des mobilités**, il faudra porter une attention sur les potentiels d'aménagements signalétique.

1.9.3. BILAN DES INCIDENCES ET DES MESURES ADOPTÉES

Le SCoT prescrit et propose de nombreuses mesures pour éviter de dénaturer le paysage. Lorsque ces mesures seront prises en compte, le territoire pourra se développer avec un minimum d'impact paysager et patrimonial. L'augmentation de la demande en logements et des surfaces des Zones d'Activité Economique va forcément impacter le paysage mais les mesures prises pourront diminuer les incidences négatives.

1.9.4. TABLEAU RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES DU SCOT SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

PAYSAGE ET PATRIMOINE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Objectifs du DOO			
Mettre les qualités paysagères du territoire au service de sa résilience et de son adaptation	Bien prendre en compte ces qualités dans l'urbanisation à venir	Vise à dénaturer le moins possible le paysage	
Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial	L'augmentation démographique entrainera inévitablement une pression sur le paysage		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une préservation effective et pérenne du paysage.
Diversifier la production de logements pour répondre aux besoins de l'ensemble des ménages du territoire	Un traitement paysager devra être fait pour préserver le paysage lors de l'urbanisation		
Privilégier les extensions urbaines greffées et compactes		Réduit l'impact paysager et le mitage	
Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Atteinte au paysage		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une préservation effective et pérenne du paysage.
Conforter la qualité paysagère		Favorise l'harmonie paysagère	
Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Met en valeur le patrimoine et le paysage et les milieux naturels	

PAYSAGE ET PATRIMOINE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Encadrer le stationnement des véhicules motorisés		Les plantations envisagées au droit des espaces de stationnement sont de nature à améliorer les perceptions urbaines	
Favoriser un urbanisme « des courtes distances »		Permet d'éviter le mitage, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols	
Actions du PCAET			
L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Eviter d'impacter l'architecture du patrimoine		Eviter de dégrader les bâtiments du patrimoine à valeur architecturale
Favoriser la diffusion la culture de la transition écologique		Incitation à l'intégration plus systématique des enjeux d'aménagement durable dans les projets	
Prescrire et établir un SCOT AEC		Valorisation esthétique et fonctionnelle du patrimoine bâti	
Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable			

PAYSAGE ET PATRIMOINE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique	Travaux d'enfouissement ou d'extension des réseaux pouvant affecter temporairement ou durablement l'environnement bâti ou les zones patrimoniales sensibles	L'encadrement strict d'une filière bois-énergie avec des pratiques durables et respectueuses permet un entretien des forêts	Éviter l'implantation de nouvelles infrastructures dans des zones à forte sensibilité paysagère ou patrimoniale (privilégier les tracés de réseaux existants ou les emprises déjà artificialisées) Réduire l'impact paysager en concevant les ouvrages avec des solutions d'intégration paysagère
Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Potentiel impact sur l'architecture du patrimoine de certains travaux de rénovation		Communiquer en amont sur les travaux pour prévenir les nuisances sonores et d'émissions de poussières
Développer les projets et les usages	Modification du paysage s'il existe des co-visibilités entre le projet et des éléments de paysage : pas systématiquement une nuisance visuelle		Eviter l'implantation sur des sites à forte valeur patrimoniale ou paysagère sans concertation Réduire l'impact visuel en intégrant au maximum les dispositifs au paysage et bâti existant (couleur, surélévation...)
Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité	Potentiels aménagements signalétique légers		Réduire l'impact visuel des nouveaux éléments de signalisation/aménagements
Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires)	Attention à l'intégration paysagère et aux potentielles perturbations des continuités écologiques en cas de création de nouvelles infrastructures		Réduire l'impact visuel des nouveaux éléments de signalisation/aménagements

PAYSAGE ET PATRIMOINE			
Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
	Négatives	Positives	
Connaître et prévenir l'impact des risques naturels		Incitation à une meilleure protection du patrimoine bâti contre les risques	
Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients	Perception paysagère pouvant être perçue comme dégradée/négligée si la démarche n'est pas accompagnée de pédagogie	Restauration des continuités paysagères	
Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Restauration des continuités paysagères et du maillage bocager	

1.10. TABLEAU BILAN

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
Climat et énergie	Objectifs du DOO			
	Porter l'ambition d'une autonomie énergétique et de la neutralité carbone		Favorise la création d'énergies renouvelables	
	Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial	L'augmentation démographique entraînera inévitablement le développement de l'offre de logements et pourrait augmenter les émissions de gaz à effet de serre et la demande en énergie	Les logements neufs sont mieux isolés et diminuent la consommation en énergie	Les autres objectifs retenus tendent à une diminution globale des consommations énergétiques, des émissions de GES et des polluants atmosphériques.
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle augmentation des émissions de GES et des polluants atmosphériques, du besoin en énergie		
	Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			
	Actions du PCAET			
	L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires		Réduction possible des consommations énergétiques	

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Amélioration de l'efficacité énergétique, sécurisation des approvisionnements et réduction des pertes Meilleure valorisation locale des ressources organiques et réduction des importations d'énergie fossile	
	Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat		Amélioration de la performance énergétique entraînant potentiellement une réduction des consommations énergétiques suite aux travaux de rénovation	
	Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
	Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
	Accompagner la sobriété des acteurs économiques			
	Planifier, mobiliser et organiser les moyens		Retombées économiques locales du développement local des ENR	
	Développer les projets et les usages		Implication des citoyens via les communautés d'énergie, Potentielle réduction de la précarité énergétique	
	Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité		Réduction de la consommation d'énergies fossiles	
	Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficience (dont transports scolaires)		Réduction de la consommation d'énergie fossile par report modal depuis la voiture individuelle	

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
Ressource en eau et qualité des eaux	Objectifs du DOO			
	Protéger la ressource en eau		Cette mesure pérennise la ressource et permet de l'économiser.	
	Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entraînera inévitablement une perte de milieux naturels, notamment par le développement de l'offre de logements et pourrait engendrer une pression supplémentaire sur la ressource en eau.		L'objectif de protection de la ressource en eau devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection effective et pérenne de la ressource locale.
	Actions du PCAET			
	Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Baisse de la consommation d'eau, d'engrais, et de ressources d'entretien	
	Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Meilleur stockage de l'eau.	
Biodiversité et espaces naturels	Objectifs du DOO			
	Identifier et préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial		Limite le mitage et préserve les milieux naturels d'une urbanisation massive	
	Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Les écosystèmes humides sont très riches en termes de biodiversité et possèdent de nombreuses fonctions	
	Encadrer et limiter l'artificialisation des sols	Le besoin de constructions neuves évalué à 88 logements par an, entraînera une artificialisation des sols avec la	Préserve la biodiversité	L'objectif de limitation de l'artificialisation des sols devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
		réduction d'espaces naturels agricoles et forestiers.		effective et pérenne de la biodiversité.
	Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels			
	Gérer durablement les ressources locales		La gestion durable des ressources permet de pérenniser son usage tout en l'économisant et en pratiquant une exploitation raisonnée	
	Porter l'ambition d'une autonomie énergétique et de la neutralité carbone		Eteindre l'éclairage nocturne réduit les nuisances sur la faune nocturne tout en participant à l'économie d'énergie	
	Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entraînera inévitablement une perte de milieux naturels, notamment par le développement de l'offre de logements		Les milieux naturels d'intérêt devront être identifiés à l'échelle des documents d'urbanisme locaux à travers leur Trame Verte et Bleue, qui devront assurer leur préservation.
	Donner la priorité au réinvestissement des logements vacants		Réinvestir les logements vacants permet de diminuer les nouvelles constructions et préserve donc les milieux naturels d'une artificialisation potentielle	
	Organiser et adapter la production de logements neufs	L'augmentation du parc immobilier engendra de l'artificialisation des sols, qui entraînera une destruction partielle de milieux naturels		Les documents d'urbanisme locaux devront envisager en priorité une densification de l'espace bâti existant afin de réduire l'artificialisation des milieux agricoles et naturels périphériques. Le choix des zones à urbaniser en extension devra veiller à préserver les éléments de la Trame Verte et Bleue.
	Réduire et limiter l'impact des extensions urbaines		Réduit le mitage et l'artificialisation des sols	
	Réduire l'artificialisation des sols au sein des espaces urbains et à urbaniser		Préserve les milieux naturels d'une potentielle destruction	

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle destruction de milieux naturels		Les entreprises devront être accueillies en priorité dans le tissu urbain existant.
	Favoriser le réemploi des friches économiques		Réduit l'étalement urbain et diminue l'artificialisation des sols donc diminue le risque de destruction d'espaces naturels	
	Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE	Potentielle destruction de milieux naturels		Ces incidences et les mesures propres à chaque secteur de projet sont détaillées dans le chapitre 1.11.
	Prendre en compte la fonction support de la logistique intermédiaire pour le développement industriel		Plafonner la taille des entrepôts limite l'artificialisation des sols	
	Améliorer la connaissance des espaces agricoles et forestiers		Préserve la biodiversité et permettra de tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable	
	Préserver le foncier agricole		Préserve la biodiversité et limite le mitage	
	Prendre en compte les multiples rôles de la forêt		Préserve la biodiversité et sensibilise sur cette ressource riche	
	Conforter la qualité paysagère		Limite l'artificialisation des sols	
	Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Met en valeur le patrimoine et le paysage et les milieux naturels	
	Promouvoir et faciliter les alternatives à la voiture individuelle	Aménagements pouvant créer des nuisances sonores ou émettre de la poussière, impactant la faune locale		Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
	Favoriser un urbanisme « des courtes distances »		Permet d'éviter le mitage, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols	

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Actions du PCAET			
	L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Certains travaux de rénovation peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement la biodiversité.	Rénover plutôt que construire neuf permet de limiter l'artificialisation des sols.	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement. Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
	Prescrire et établir un SCOT AEC		Renaturation de sols artificialisés	
	Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable		Renaturation de sols artificialisés	
			Atténuation des ilots de chaleur urbains	
	Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Potentiel effet sur la fonction de puits ou de réservoir de carbone des forêts : il faut prélever la juste quantité et de la bonne manière (attention, les coupes claires à grande échelle peuvent impacter la ressource en eau si elle concerne un linéaire de plusieurs centaines de mètres)	
	Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat	Certains travaux de rénovation et nuisances sonores et/ou des poussières associées, peuvent impacter temporairement la biodiversité	Limitation de l'artificialisation des sols	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement. Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
	Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
	Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
	Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Nuisances sonores et/ou des poussières associées, pouvant impacter temporairement la biodiversité		Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Développer les circuits courts de proximité sur le territoire		Maintien d'un paysage agricole local et diversifié, préservation des terres agricoles	
	Développer les projets et les usages	Potentielle réduction de la biodiversité sur site (PV au sol) en créant des zones d'ombres et en limitant la circulation des espèces.	Limitation de l'imperméabilisation de friches qui auraient pu être gagnés par le développement urbain	Réalisation d'études préalables pour évaluer les incidences de chaque projet sur l'environnement.
	Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité	Artificialisation de sols, attention aux changements d'affectation de sols en ce qui concerne les aires de covoiturage		L'objectif de limitation de l'artificialisation des sols devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une protection effective et pérenne de la biodiversité.
	Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Valorisation du patrimoine naturel	
	Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Valorisation du patrimoine naturel	
			Augmentation du puits de carbone	
Géologie et exploitation des carrières	Objectifs du DOO			
	Encadrer et limiter l'artificialisation des sols		Préserve les carrières et leur exploitation	
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle destruction de milieux naturels avec peut-être de la pression sur les carrières pour la demande en matériaux de construction		Réalisation d'une étude préalable sur la disponibilité des matériaux dans les carrières.
	Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			Les entreprises devront être accueillies en priorité dans le tissu urbain existant.

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Intégrer la 5° révolution du commerce		Il n'est pas prévu de création de nouveau site commercial, et le développement de nouvelles surfaces est limité aux besoins des nouveaux modes de consommation	
Assainissement	Objectifs du DOO			
	Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entraînera inévitablement une pression sur l'assainissement notamment par le développement de l'offre de logements		L'objectif de limiter la production et le ruissellement d'eaux pluviales devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une bonne gestion des réseaux. Une étude sur les possibilités d'accueil de nouveaux habitants en termes de capacités épuratoires devra être effectuée à l'échelle locale.
	Diversifier la production de logements pour répondre aux besoins de l'ensemble des ménages du territoire	Si le réseau le permet, les logements neufs devront être raccordés à l'assainissement collectif, ce qui augmentera l'usage de la structure et donc une pression supplémentaire		
Gestion des déchets	Objectifs du DOO			
	Soutenir le développement d'activités sobres en ressources et l'économie circulaire		Réduit la quantité de déchets et peut participer à la sensibilisation, à la surconsommation et au gaspillage	
	Se donner l'ambition d'une croissance démographique	L'augmentation démographique entraînera inévitablement un développement de l'offre de logements et pourrait engendrer une pression sur la quantité de déchets à traiter		Une étude sur les possibilités d'accueil de nouveaux habitants devra être effectuée à l'échelle locale pour permettre un accueil dans de bonnes conditions.
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Potentielle augmentation de la quantité de déchets		Avant d'accueillir de nouvelles entreprises, les documents d'urbanisme locaux devront s'assurer de leur capacité à gérer

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			l'augmentation de ces déchets.
	Actions du PCAET			
	Travailler sur l'économie circulaire		Réduction potentielle de la présence des déchets dans l'espace public (encombrants, déchets sauvages...)	
	Prévenir et réduire la quantité de déchets sur le territoire			
Santé	Objectifs du DOO			
	Identifier et préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial		Améliore la qualité de vie des habitants par le maintien des puits de carbone (qualité de l'air, proximité à la nature)	
	Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Maintien ou amélioration de la qualité des eaux (impact sur la santé publique) et de la fonctionnalité des écosystèmes humides (santé publique et sécurité des habitants vis-à-vis du risque inondation)	Il est important de vérifier la qualité de l'eau, surtout lorsque les nouveaux captages d'eau seront effectués pour alimenter la nouvelle population
	Diminuer les pollutions et les nuisances		Améliore la qualité de vie des habitants (en termes de santé publique)	
	Gérer durablement les ressources locales		Favoriser les circuits-courts permet indirectement d'améliorer la qualité de vie des habitants en diminuant les déplacements et en réduisant les émissions de GES	
	Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial	L'augmentation démographique entraînera inévitablement l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre.
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés			
	Assurer une offre foncière adaptée pour chaque niveau de ZAE			

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures	
		Négatives	Positives		
	Pérenniser les services de proximité maillant le territoire		Limite l'usage de la voiture donc réduit les émissions de GES		
	Renouveler l'attractivité du pôle central de Tulle		Tend à améliorer la qualité de vie pour les habitants vivant dans le pôle central de Tulle		
	Conforter la qualité paysagère		Améliore la qualité de vie des habitants		
	Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Le développement des mobilités actives autour diminuera les émissions de GES		
	Adapter l'immobilier de loisirs à la stratégie touristique		Le SCoT encourage la diversification agricole orientée vers le tourisme et donc tend à assurer la pérennité des exploitations agricoles		
	Faciliter l'accès aux services et réduire les besoins en déplacements		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES et améliore la qualité de l'air		
	Promouvoir et faciliter les alternatives à la voiture individuelle		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES, améliore la qualité de l'air et encourage à se dépenser		
	Encadrer le stationnement des véhicules motorisés				
	Développer les infrastructures et équipements nécessaires aux mobilités actives				
	Générer une urbanisation propice à l'utilisation des transports collectifs et favoriser l'intermodalité		Diminue les nuisances sonores engendrées par la voiture et les émissions de GES, améliore la qualité de l'air		
	Favoriser un urbanisme « des courtes distances »				
	Actions du PCAET				
	Organiser une gouvernance de la transition écologique porteuse de		Renforcement des liens sociaux et meilleure compréhension des enjeux		

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	transversalité et d'opérationnalité			
	L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Certains travaux de rénovation peuvent engendrer des nuisances sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement les riverains	L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments a une incidence indirecte sur l'amélioration de la qualité de l'air	Communiquer en amont sur les travaux pour éviter les nuisances Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
	Valoriser et s'inspirer d'initiatives exemplaires		Renforcement des liens sociaux et meilleure compréhension des enjeux	
	Favoriser la diffusion la culture de la transition écologique			
	Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique		Incidence indirecte sur la qualité de l'air par changement du mix énergétique, nuisances temporaires durant les travaux de construction/rénovation des réseaux, risques de pollution de l'air si les technologies adaptées ne sont pas utilisées (filtres à particules)	
	Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat		L'amélioration de la performance énergétique des logements peut améliorer la qualité de l'air, le confort thermique et réduit la précarité énergétique	
	Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique			
	Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone			
	Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Attention à certains travaux de rénovation qui peuvent engendrer des nuisances	L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments peut améliorer la qualité de l'air, le confort thermique	Communiquer en amont sur les travaux pour éviter les nuisances

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
		sonores et/ou des poussières pouvant impacter temporairement les riverains		Prévention des nuisances sonores et d'émissions de poussières par la commande publique.
	Développer les circuits courts de proximité sur le territoire		Baisse des émissions de GES liées à des consommations alimentaires non locales	
	Travailler sur l'économie circulaire		Réduction de la pollution liée à la surconsommation	
	Prévenir et réduire la quantité de déchets sur le territoire			
	Développer les projets et les usages		Incidence indirecte sur la qualité de l'air par changement du mix énergétique	
	Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité		Incidence positive sur la qualité de l'air et la réduction des nuisances sonores	
	Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires)			
	Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients		Incidence positive sur la qualité de l'air	
	Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire			
Risques	Objectifs du DOO			
	Assurer un suivi de la qualité des eaux et du maintien des écosystèmes humides		Les zones humides peuvent servir de régulateur en cas de crue et participent donc à la prévention des risques d'inondation	
	Encadrer et limiter l'artificialisation des sols		Limiter l'artificialisation limite l'imperméabilisation, donc les inondations par ruissellement	

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Organiser et adapter la production de logements neufs	L'augmentation du parc immobilier engendra de l'artificialisation des sols, qui entrainera une imperméabilisation des sols favorisant le risque d'inondation par ruissellement		L'objectif de limiter la production et le ruissellement d'eaux pluviales devra être décliné à l'échelle des documents d'urbanisme locaux qui devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une bonne gestion des réseaux.
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Atteinte au paysage ainsi que l'augmentation de l'imperméabilisation des sols passant par l'augmentation des inondations par ruissellement		
	Actions du PCAET			
	Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable		Meilleure infiltration d'eau dans les sols, réduction du ruissèlement, diminution des risques d'inondation	
	Connaître et prévenir l'impact des risques naturels		Incitation à des pratiques améliorant la compréhension des enjeux et la réactivité face aux risques	
	Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Régulation des crues	
	Paysage et patrimoine	Objectifs du DOO		
Mettre les qualités paysagères du territoire au service de sa résilience et de son adaptation		Bien prendre en compte ces qualités dans l'urbanisation à venir	Vise à dénaturer le moins possible le paysage	
Accompagner le renouveau démographique par une dynamique d'équilibre territorial		L'augmentation démographique entrainera inévitablement une pression sur le paysage		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une préservation effective et pérenne du paysage.
Diversifier la production de logements pour répondre aux besoins de l'ensemble des ménages du territoire		Un traitement paysager devra être fait pour préserver le paysage lors de l'urbanisation		

Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	Privilégier les extensions urbaines greffées et compactes		Réduit l'impact paysager et le mitage	
	Renforcer l'attractivité du territoire pour des entreprises privées génératrices d'emplois salariés	Atteinte au paysage		Les documents d'urbanisme locaux devront respecter les prescriptions du DOO et donc assurer une préservation effective et pérenne du paysage.
	Conforter la qualité paysagère		Favorise l'harmonie paysagère	
	Privilégier un tourisme diffus, orienté vers la nature, le terroir et le patrimoine		Met en valeur le patrimoine et le paysage et les milieux naturels	
	Encadrer le stationnement des véhicules motorisés		Les plantations envisagées au droit des espaces de stationnement sont de nature à améliorer les perceptions urbaines	
	Favoriser un urbanisme « des courtes distances »		Permet d'éviter le mitage, l'étalement urbain et l'artificialisation des sols	
	Actions du PCAET			
	L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires	Eviter d'impacter l'architecture du patrimoine		Eviter de dégrader les bâtiments du patrimoine à valeur architecturale
	Favoriser la diffusion la culture de la transition écologique		Incitation à l'intégration plus systématique des enjeux d'aménagement durable dans les projets	
	Prescrire et établir un SCOT AEC			
	Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable		Valorisation esthétique et fonctionnelle du patrimoine bâti	
	Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution	Travaux d'enfouissement ou d'extension des réseaux pouvant affecter	L'encadrement strict d'une filière bois-énergie avec des pratiques durables et respectueuses permet un entretien des forêts	Éviter l'implantation de nouvelles infrastructures dans des zones à forte sensibilité paysagère ou patrimoniale (privilégier les

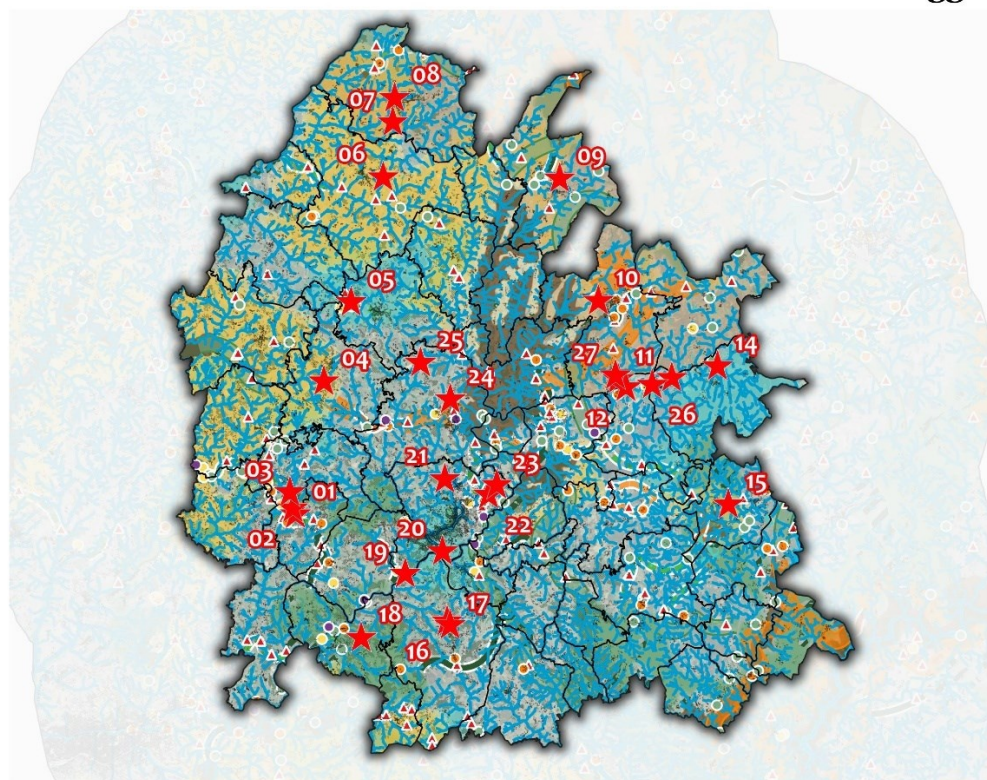
Thématique	Orientations et objectifs	Incidences		Mesures
		Négatives	Positives	
	d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique	temporairement ou durablement l'environnement bâti ou les zones patrimoniales sensibles		tracés de réseaux existants ou les emprises déjà artificialisées) Réduire l'impact paysager en concevant les ouvrages avec des solutions d'intégration paysagère
	Accompagner la sobriété des acteurs économiques	Potentiel impact sur l'architecture du patrimoine de certains travaux de rénovation		Communiquer en amont sur les travaux pour prévenir les nuisances sonores et d'émissions de poussières
	Développer les projets et les usages	Modification du paysage s'il existe des co-visibilités entre le projet et des éléments de paysage : pas systématiquement une nuisance visuelle		Eviter l'implantation sur des sites à forte valeur patrimoniale ou paysagère sans concertation Réduire l'impact visuel en intégrant au maximum les dispositifs au paysage et bâti existant (couleur, surélévation...)
	Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité	Potentiels aménagements signalétique légers		Réduire l'impact visuel des nouveaux éléments de signalisation/aménagements
	Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires)	Attention à l'intégration paysagère et aux potentielles perturbations des continuités écologiques en cas de création de nouvelles infrastructures		Réduire l'impact visuel des nouveaux éléments de signalisation/aménagements
	Connaître et prévenir l'impact des risques naturels		Incitation à une meilleure protection du patrimoine bâti contre les risques	
	Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients	Perception paysagère pouvant être perçue comme dégradée/négligée si la démarche n'est pas accompagnée de pédagogie	Restauration des continuités paysagères	
	Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire		Restauration des continuités paysagères et du maillage bocager	

1.11. INCIDENCES DES ZONES D'ACTIVITE SUR LES ZONES DE PROJET

Sur le territoire du SCoT de Tulle Agglo, 27 projets de zones d'activités sont recensés dont 19 extensions de ZAE et 8 projets de nouvelles. Seront évaluées dans cette partie les incidences de chaque Zone d'Activité Economique sur l'environnement, grâce notamment à un atlas cartographique superposant la Trame verte et bleue avec les Zones d'Activité. Les cartes seront précédées d'un paragraphe descriptif.



Projet de création / extension de zones d'activité sur le territoire de Tulle Agglo



LÉGENDE

- ★ Projets de zones d'activités
- Zones bâties

Echelle : 0 2,5 5 km
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

- Réservoirs de biodiversité institutionnels de la trame Verte
- Zones tampons des réservoirs de biodiversité
- Corridors boisés fonctionnels diffus
- Corridors bocagers fonctionnels diffus

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Zones humides inventoriées par le PNR
- Réservoirs de biodiversité forestiers complémentaires
- Forêts anciennes
- Corridors boisés fonctionnels étroits
- Corridors bocagers fonctionnels étroits

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense
- Corridors bocagers à fonctionnalité réduite
- Matrice forestière
- Corridors boisés à fonctionnalité réduite
- Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

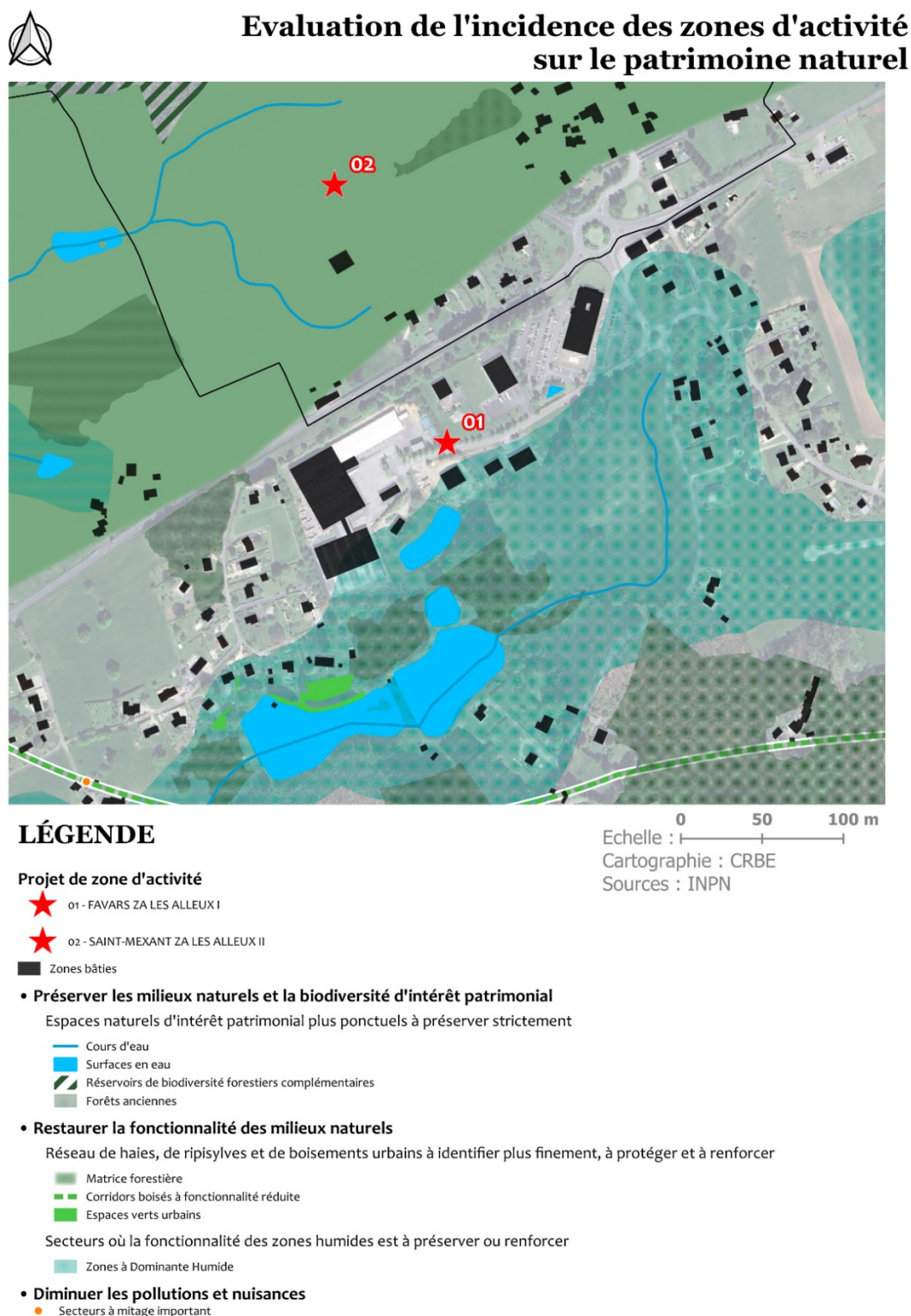
- Zones à Dominante Humide
- Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

• Diminuer les pollutions et nuisances

- ▲ Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune
- Secteurs à mitage important
- Secteurs impactés par le bruit
- Secteurs impactés par la pollution lumineuse

1.11.1. FAVARS - ZA LES ALLEUX I

La commune de Favars prévoit d'étendre sa zone d'activité économique des Alleux 1. La ZAE est située en limite d'une zone à dominante humide au Sud et du zone à dominante forestière au Nord, avec présence ponctuelle de surfaces en eau, de cours d'eau et de forêts anciennes qu'il conviendra de préserver de tout aménagement. Plus au Sud est recensé un corridor boisé, dont la fonctionnalité apparait réduite à cause du mitage important sur le secteur. Il conviendra de veiller à ne pas aggraver ce mitage.



1.11.2. SAINT-MEXANT - ZA LES ALLEUX II

La commune de Saint-Mexant prévoit d'étendre sa zone d'activité économique des Alleux 2. La ZAE est située dans la matrice forestière et à proximité de forêts anciennes, d'un réservoir de biodiversité forestier complémentaire et de deux cours d'eau, qu'il conviendra de préserver. Les aménagements devront veiller à ne pas dénaturer le caractère forestier du secteur.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 01 - FAVARS ZA LES ALLEUX I

★ 02 - SAINT-MEXANT ZA LES ALLEUX II

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Réservoirs de biodiversité forestiers complémentaires

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice forestière

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.3. SAINT-MEXANT - LA CROIX DE LA CHAPELLE

Saint-Mexant prévoit d'étendre la zone d'activité Croix de la chapelle. La ZAE est située dans la matrice forestière et à proximité de forêts anciennes et de cours d'eau, qu'il conviendra de préserver. Les aménagements devront veiller à ne pas dénaturer le caractère forestier du secteur.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 03 - SAINT-MEXANT ZA CROIX DE LA CHAPELLE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau
■ Surfaces en eau
■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice forestière

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

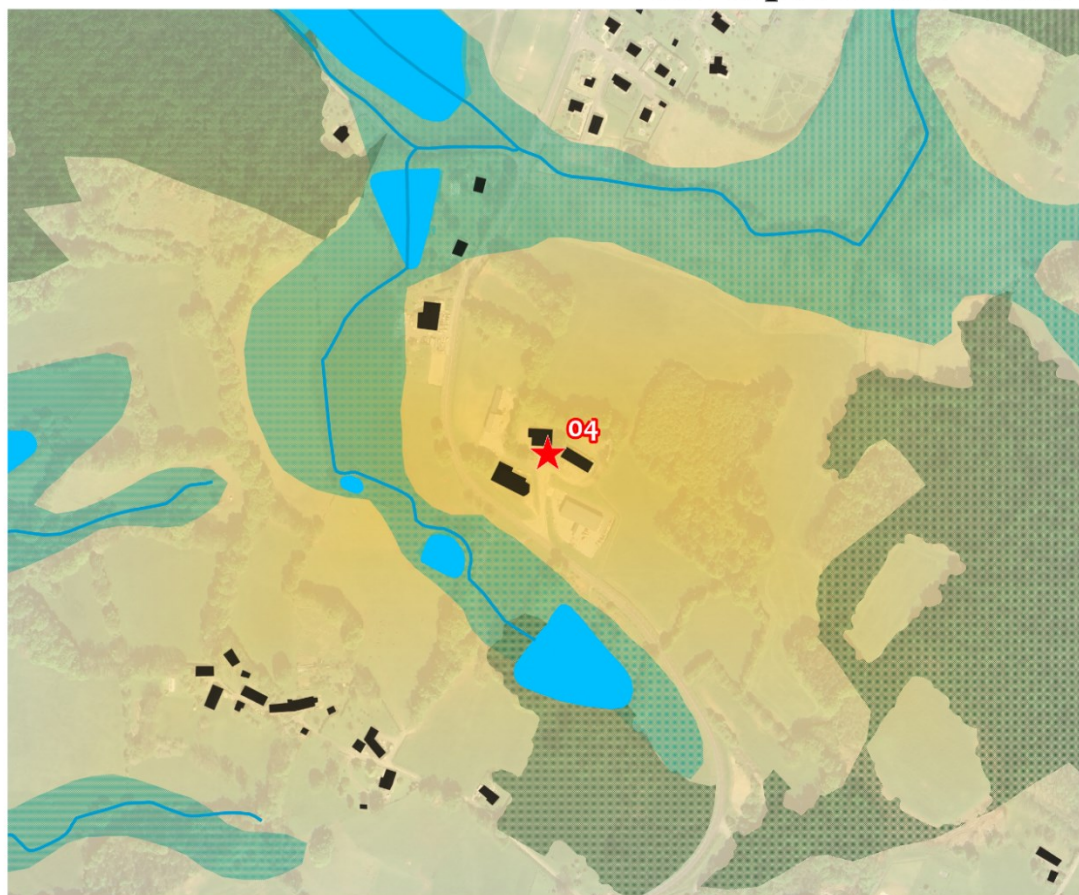
Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.4. SAINT-CLEMENT - ZA LE BREUIL

Le projet de la zone d'activité Le Breuil, situé à Saint-Clément, est localisé dans une matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense. Il sera question de préserver le caractère bocager du secteur et éventuellement de renforcer le réseau de haies, et de préserver les cours d'eau, les surfaces en eau et les forêts anciennes qui bordent le Sud-ouest de la zone.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 04 - SAINT-CLEMENT ZA LE BREUIL

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.5. SEILHAC - ZA LA GARE

La zone d'activité de la gare à Seilhac est intégralement située dans une zone sensible à la fragmentation des milieux humides, avec la présence de zones humides, de surfaces en eau et de cours d'eau dans sa bordure Sud-Ouest. Tous ces milieux identifiés devront donc être préservés afin de ne pas aggraver leur fragmentation, tout comme les forêts anciennes et les espaces verts urbains qui viennent prolonger ces continuités boisées dans les centres urbains. C'est également un secteur concerné par la pollution lumineuse et la route d'accès à la zone présente un risque particulier de collision avec la faune à proximité. Il conviendra de ne pas accentuer ces nuisances, voire même de les atténuer.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité



05 - SEILHAC ZA LA GARE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

■ Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

• Diminuer les pollutions et nuisances

▲ Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune

● Secteurs impactés par la pollution lumineuse

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.6. CHAMBOULIVE - ZA LA FONTALAVIE

La commune de Chamboulive a pour projet l'implantation d'une zone d'activité économique nommée la Fontalavie. Cette ZAE est située dans une matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense. Il sera question de préserver le caractère bocager du secteur et éventuellement de renforcer le réseau de haies, et de préserver les cours d'eau, les surfaces en eau et les forêts anciennes qui bordent le secteur.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité



06 - CHAMBOULIVE ZA LA FONTALAVIE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.7. LE LONZAC - ZA LE VARISSOU

La ZAE le Varissou au Lonzac est implantée dans la zone tampon d'un réservoir de biodiversité. Ce lieu est entouré de forêts anciennes, de zones humides inventoriées par le PNR ainsi que de cours d'eau, qu'il conviendra de préserver. De plus, le lieu est compris dans la matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense, il sera donc nécessaire de préserver le caractère bocager du secteur et éventuellement de renforcer le réseau de haies adjacent.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 07 - LE LONZAC ZA LE VARISSOU

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.8. LE LONZAC - ZA LA MONTADE

La ZAE la Montade au Lonzac est implantée dans la zone tampon d'un réservoir de biodiversité. Ce lieu est entouré de forêts anciennes, de zones humides inventoriées par le PNR et à proximité immédiate de cours d'eau et zone à dominante humide. Il faudra donc veiller à préserver ces milieux. De plus, le lieu est compris dans la matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense, il sera donc nécessaire de préserver le caractère bocager du secteur et éventuellement de renforcer le réseau de haies adjacent.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 08 - LE LONZAC ZA LA MONTADE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.9. SAINT-AUGUSTIN ZA CHAMPS PAILLARD

La ZAE Champs Paillard à Saint-Augustin est implantée en limite de la matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense. Le Nord du secteur est bordé par un cours d'eau et les zones humides associées, qu'il conviendra de préserver. De plus, le lieu est situé dans la zone tampon d'un réservoir de biodiversité et il sera également nécessaire de préserver le boisement ancien situé au Nord-Ouest du secteur.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 09 - SAINT-AUGUSTIN ZA CHAMPS PAILLARD

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.10. CORREZE - ZA LE ROC BLANC

La ZAE du Roc Blanc à Corrèze est implantée à la limite de la matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense et dans une zone tampon d'un réservoir de biodiversité. Le Nord-Ouest du secteur est bordé par un cours d'eau et les zones humides associées, qu'il conviendra de préserver. La ZAE est située près d'un secteur impacté par la pollution lumineuse. Il conviendra de ne pas accentuer ces nuisances, voire même de les atténuer.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 10 - CORREZE ZA LE ROC BLANC

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

● Secteurs impactés par la pollution lumineuse

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

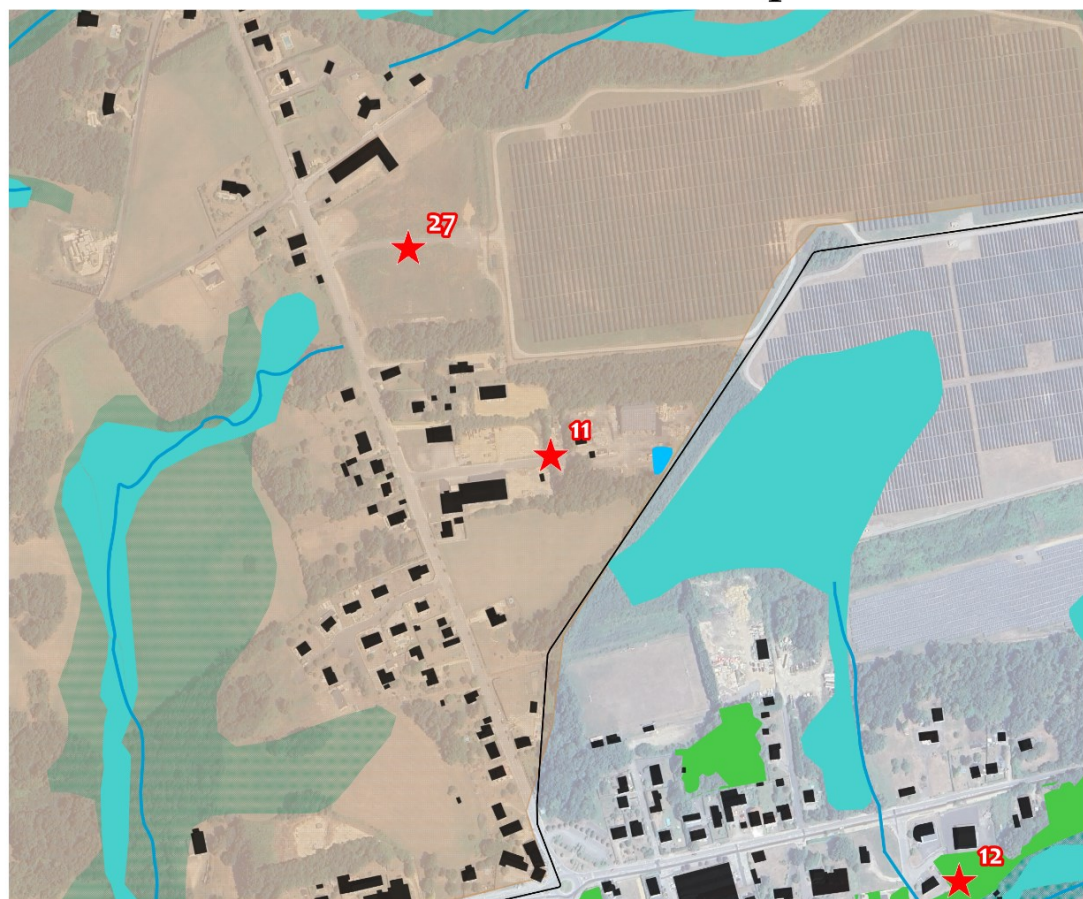
Sources : INPN

1.11.11. CORREZE - LA GARE 1

La commune de Corrèze souhaite créer une Zone d'Activité Economique, la Gare 1 qui est située dans une zone tampon d'un réservoir de biodiversité. L'Ouest du secteur est bordé par un cours d'eau et les zones humides associées, qu'il conviendra de préserver. Une zone humide artificielle ponctuelle est située au sein même de la zone existante.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

- ★ 11 - CORREZE ZA LA GARE 1
- ★ 12 - SAINT-PRIEST-DE-GIMEL ZA LA GARE
- ★ 27 - CORREZE ZA LA GARE 2

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

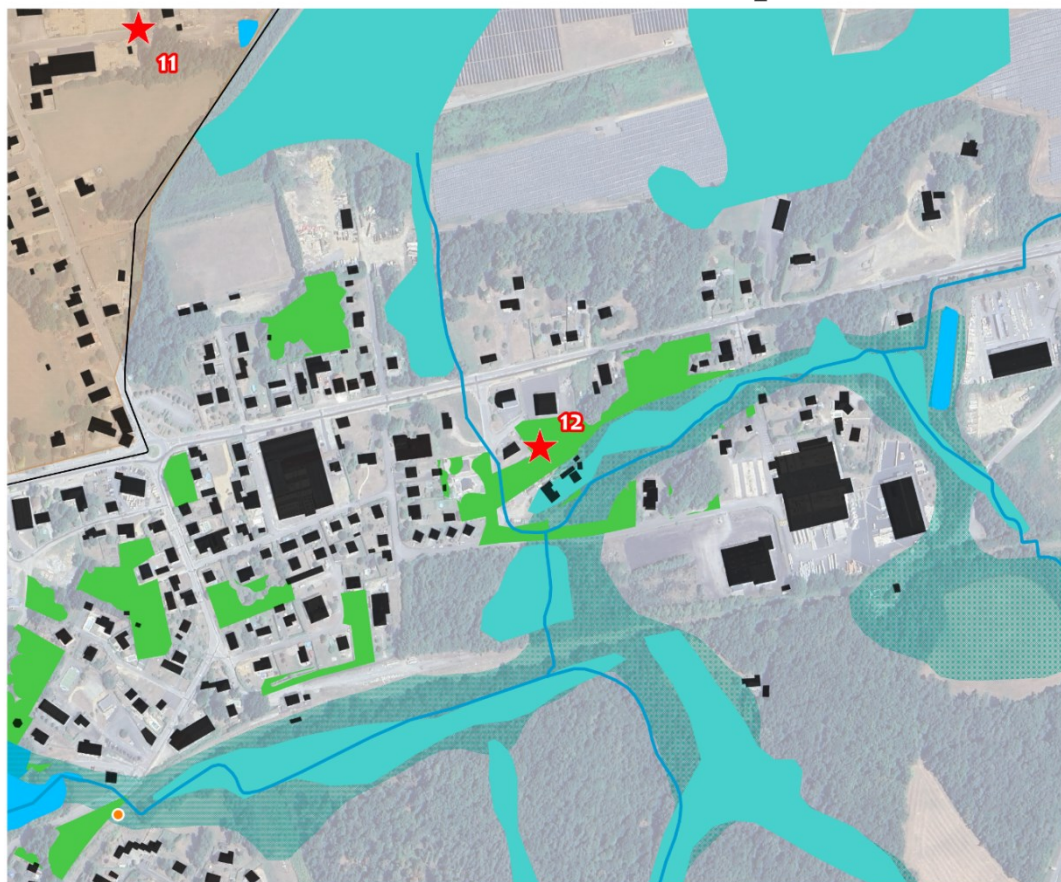
Sources : INPN

1.11.12. SAINT-PIEST-DE-GIMEL - ZA LA GARE

La commune de Saint-Priest-de-Gimel souhaite implanter une ZAE nommée la Gare. Cette dernière est concernée par un espace vert urbain et à proximité immédiate d'un cours d'eau et des zones humides associées. Il y a également un cours d'eau et des surfaces en eau présentes de part et d'autre de la zone, qu'il conviendra d'éviter. Le projet est à proximité d'un secteur à mitage important. Toutes ces entités sont à préserver dans la mesure du possible. Il conviendra de veiller à ne pas aggraver ce mitage.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

- ★ 11 - CORREZE ZA LA GARE 1
- ★ 12 - SAINT-PIEST-DE-GIMEL ZA LA GARE

Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

● Secteurs à mitage important

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

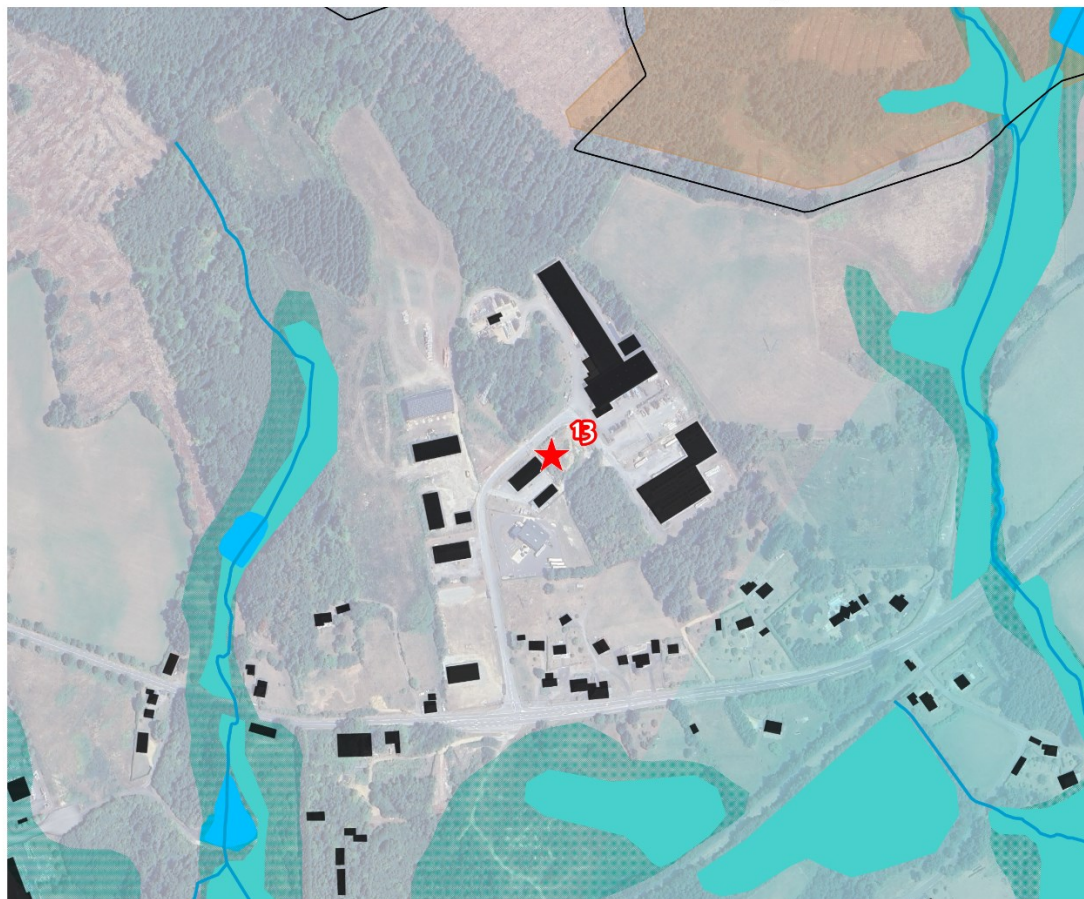
Sources : INPN

1.11.13. EYREIN ZA - LES CHAMPS DE BRACH

La ZA les Champs de Brach, projet situé à Eyrein, est encadrée à large échelle par des cours d'eau et des zones à dominante humide. Il sera nécessaire de préserver tout milieu humide présent sur les zones de projet potentielles.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 13 - EYREIN ZA LES CHAMPS DE BRACH

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

■ Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.14. EYREIN - ZA LA CROIX DE SAINT-PIERRE

La ZAE de Saint-Pierre à Eyrein fait partie intégrante d'une zone sensible à la fragmentation des milieux humides, et elle est bordé au Nord par un cours d'eau et les zones humides associées. Il conviendra de s'assurer avant tout projet que le secteur envisagé ne soit pas humide, et le cas échéant éviter tout impact sur les milieux concernés.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 14 - EYREIN ZA LA CROIX DE SAINT-PIERRE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

■ Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.15. CLERGOUX - ZA CLERGOUX

Le projet de création de la ZAE de Clergoux, est situé dans la zone tampon d'un réservoir de biodiversité, et à 200 mètres environ dudit réservoir. Des cours d'eau et zones humides sont également présents à proximité, et il conviendra de ne pas les impacter. Le secteur est également situé dans une matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense, il sera donc nécessaire de préserver le caractère bocager du secteur et éventuellement de renforcer le réseau de haies adjacent.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 15 - CLERGOUX ZA CLERGOUX

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Réservoirs de biodiversité institutionnels de la trame Verte

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

■ Matrice forestière

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.16. SAINTE-FORTUNADE - ZA LE GRELET

Sainte-Fortunade souhaite créer une Zone d'Activité nommée le Grelet. Cette dernière est située à proximité immédiate d'une zone à dominante humide et d'un cours d'eau, dont il conviendra de préserver la fonctionnalité en évitant notamment tout impact sur les milieux humides. Plusieurs forêts anciennes sont présentes à proximité de la parcelle. Il faudra veiller à préserver ces milieux.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 16 - SAINTE-FORTUNADE ZA LE GRELET

★ 17 - SAINTE-FORTUNADE ZA LES ROSES

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.17. SAINTE-FORTUNADE - ZA LES ROSES

Sainte-Fortunade souhaite implanter une Zone d'Activité nommée les Roses. Cette dernière est située au cœur d'une zone à dominante humide et d'un cours d'eau, qu'il conviendra de préserver de tout aménagement. Plusieurs forêts anciennes sont présentes à proximité de la parcelle. Il faudra veiller à préserver ces milieux également.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 16 - SAINTE-FORTUNADE ZA LE GRELET

★ 17 - SAINTE-FORTUNADE ZA LES ROSES

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

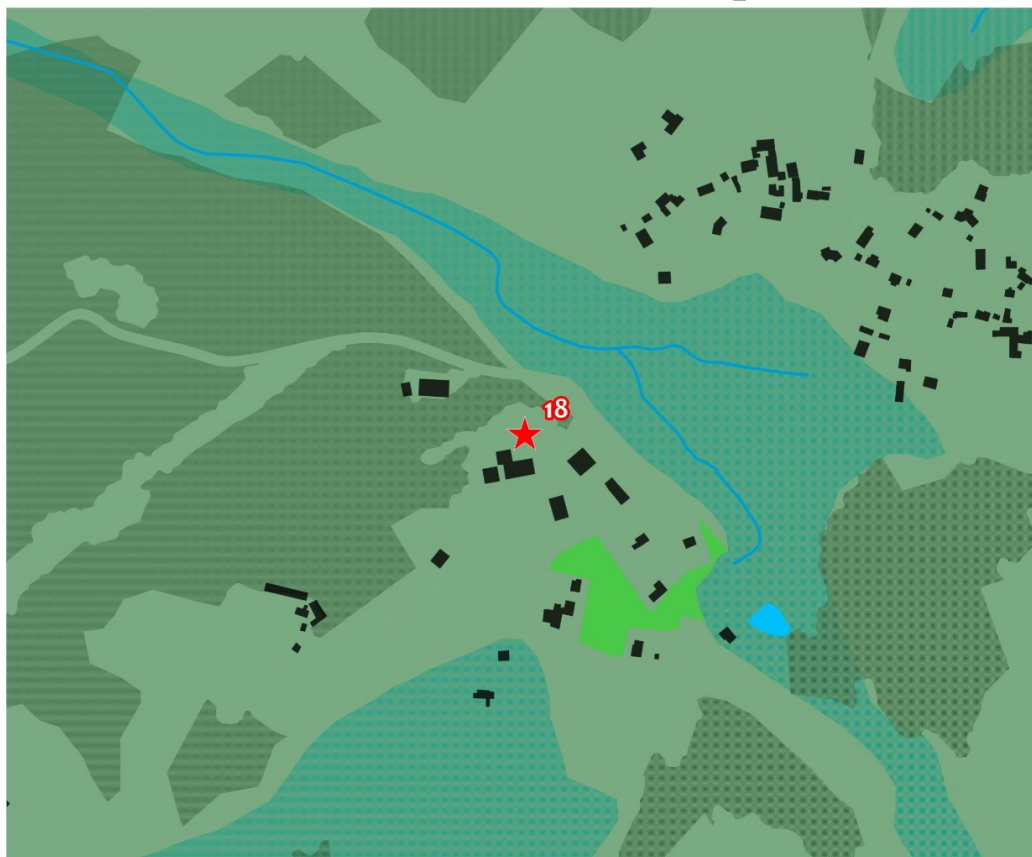
Sources : INPN

1.11.18. CORNIL - ZA PECEHARUT

La commune de Cornil souhaite implanter sa Zone d'Activité nommée Pechemarut. Ce projet est situé dans une matrice forestière à proximité immédiate de forêts anciennes et avec un cours d'eau et une zone à dominante humide bordant le secteur au Nord-Est. Nous retrouvons également au Sud du projet une zone d'espaces verts urbains ainsi qu'une surface en eau. Les aménagements devront veiller à ne pas dénaturer le caractère forestier du secteur et à préserver les milieux humides et aquatiques.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 18 - CORNIL ZA PECEHARUT

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice forestière
- Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.19. TULLE - ZA MULATET

Le projet de la ZAE de Mulatet à Tulle est situé à la limite d'une zone sensible à la fragmentation des milieux humides. Quelques forêts anciennes, cours d'eau et zones à dominante humides sont présents aux alentours de la zone, qu'il faudra préserver. Un corridor boisé fonctionnel étroit est situé à l'Ouest du secteur, à environ 200m. Le secteur est recensé comme source de pollution lumineuse. Il conviendra de ne pas accentuer ces nuisances, voire même de les atténuer.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 19 - TULLE ZA MULATET

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes
- Corridors boisés fonctionnels étroits

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide
- Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

• Diminuer les pollutions et nuisances

- Secteurs impactés par la pollution lumineuse

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

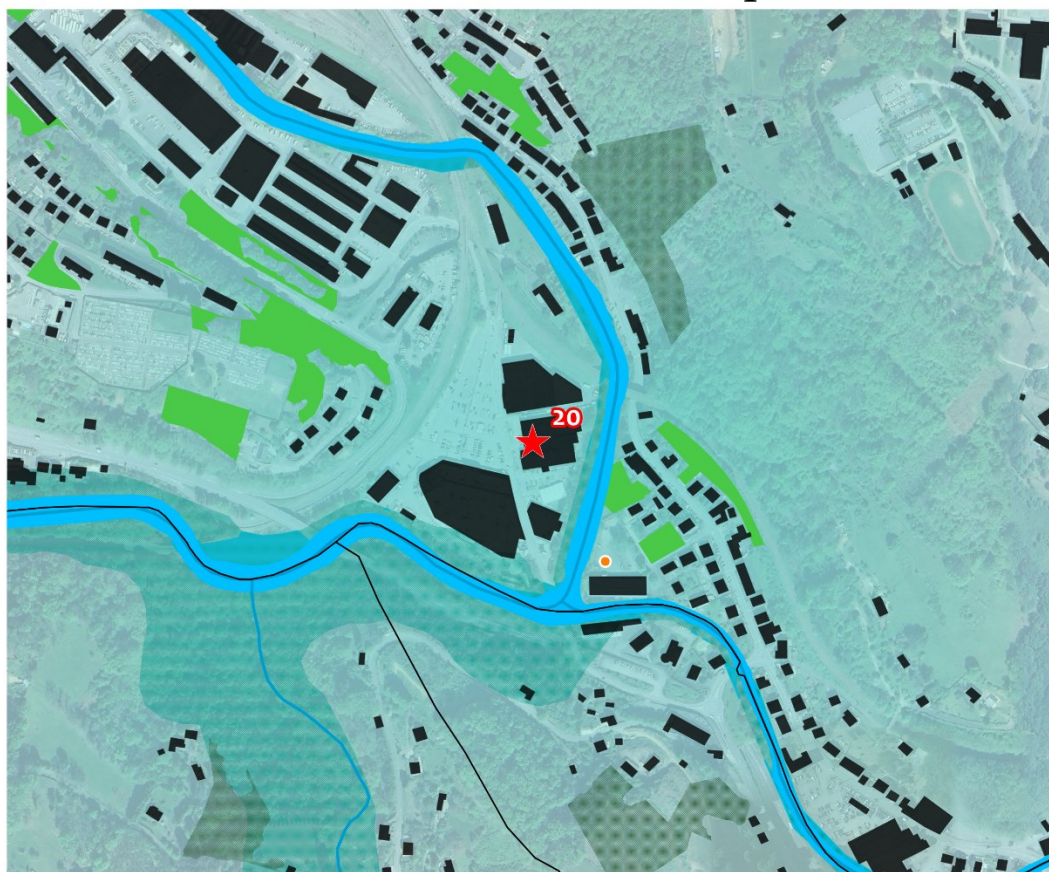
Sources : INPN

1.11.20. TULLE - ZA CUEILLE

Le projet de développement de la ZA Cueille, à Tulle, est situé dans une zone sensible à la fragmentation des milieux humides. La zone est bordée de cours d'eau et de zones humides associées. Le projet est également à proximité de forêts anciennes et d'espaces verts urbains. Il conviendra donc de prendre tous ces facteurs en compte afin de les préserver de tout aménagement. De plus, le secteur à l'Ouest du projet, est exposé à un mitage important, qu'il conviendra de ne pas accentuer.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ SAINT-FORTUNADE ZA LE GRELET

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

■ Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

• Diminuer les pollutions et nuisances

● Secteurs à mitage important

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.21. TULLE - ZA LA SOLANE

Le projet de la Solane à Tulle est bordé et traversé par des cours d'eau et les zones humides associées, qu'il conviendra de préserver. Quelques boisements anciens et espaces verts urbains à préserver sont également présents à proximité.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 21 - TULLE ZA LA SOLANE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau
■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.22. TULLE - ZA TULLE EST

La Zone d'Activité Est de Tulle est encadré par des forêts anciennes qui représentent un corridor boisé à fonctionnalité réduite, traversées par la RD989 qui présente un risque de collision avec la faune. Il conviendra de ne pas aggraver la fragmentation de ces milieux boisés, notamment en évitant tout impact sur les milieux boisés et en évitant d'accentuer le mitage de l'urbanisation déjà recensé comme problématique sur le secteur.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 22 - TULLE ZA TULLE EST

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense
- Corridors boisés à fonctionnalité réduite
- Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

- ▲ Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune
- Secteurs à mitage important

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.23. TULLE - ZA TULLE EST II

La Zone d'Activité Est II est entouré de forêts anciennes et à proximité de zones à dominante humide avec des cours d'eau. Il s'agit donc d'éviter tout impact sur ces milieux.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 23 - TULLE ZA TULLE EST II

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau
■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

■ Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.24. NAVES - ZA LA GENESTE

Le projet de la Geneste dans la commune de Naves est bordé à l'Ouest par un cours d'eau et les zones humides associées. Quelques forêts anciennes sont également recensées aux alentours. Il faudra veiller à préserver ces milieux de tout aménagement.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité



24 - NAVES ZA LA GENESTE

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

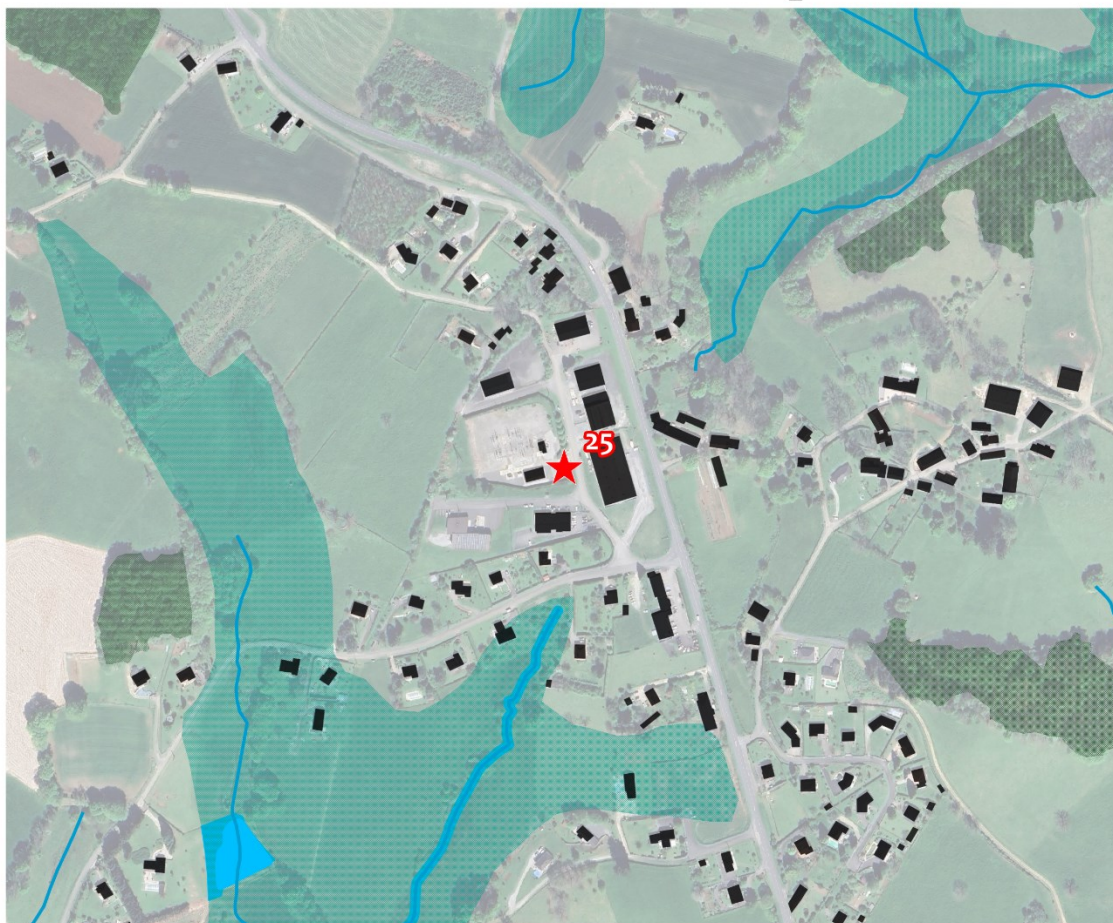
Sources : INPN

1.11.25. NAVES - ZA SOLEIHAVOUP

La Zone d'Activité de Soleihavoup dans la commune de Naves est située à proximité de cours d'eau et de zones à dominante humide, qu'il conviendra de préserver.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 25 - NAVES ZA SOLEIHAVOUP

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.26. EYREIN - MONTANE EST 1

La commune d'Eyrein souhaite agrandir sa Zone d'Activité Economique Est 1. Le projet est encadré par des cours d'eau et par les zones humides associées, qu'il conviendra d'éviter et de préserver de tout aménagement.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité

★ 26 - EYREIN MONTANE EST 1

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Surfaces en eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

■ Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

● Secteurs impactés par la pollution lumineuse

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.27. CORREZE - ZA LA GARE 2

La commune de Corrèze souhaite créer une Zone d'Activité Economique la Gare 2 qui est, comme pour le projet 11 de la Gare 1, située dans une zone tampon d'un réservoir de biodiversité. L'Ouest et le Nord du secteur sont bordés par un cours d'eau et les zones humides associées, qu'il conviendra de préserver.



Evaluation de l'incidence des zones d'activité sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

Projet de zone d'activité



11 - CORREZE ZA LA GARE 1



27 - CORREZE ZA LA GARE 2

■ Zones bâties

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

■ Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

— Cours d'eau

■ Zones humides inventoriées par le PNR

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

■ Zones à Dominante Humide

Echelle : 0 50 100 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

1.11.28. AUTRES PROJETS

1.11.28.1. Projet photovoltaïque

Dans le cadre du projet d'accélération de la production photovoltaïque en région (APER) et conformément au décret du 09 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme, la Chambre d'Agriculture de la Corrèze a initié une démarche visant la délimitation préalable de zones propices à l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol, tout en préservant les espaces agricoles.

Une série de critères a ainsi été mobilisée, aboutissant à un pré-zonage de surfaces agricoles et forestières dont l'usage ne constitue pas, a priori, un obstacle à l'implantation de projets photovoltaïques au sol, tels que stipulés aux articles L.111-29 et L.111-30 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit, en l'occurrence, de projets non agrivoltaïques, ne répondant pas aux critères énoncés à l'article L.314-36 du Code de l'Énergie.

Sur le territoire de Tulle Agglo, seuls 2,96 ha ont été retenus. Le secteur est situé au Sud du siège de la Chambre d'Agriculture, en contrebas du bâtiment. Le périmètre retenu est à proximité immédiate d'un boisement ancien qu'il conviendra de préserver, mais surtout d'un corridor boisé à fonctionnalité réduite qui longe globalement la RD1089 attenante. Le projet, en s'implantant sur un milieu semi-ouvert peu anthropisé et qui semble en cours de fermeture, est susceptible d'augmenter le degré d'artificialisation autour de la RD1089 et donc de fragiliser d'autant plus la fonctionnalité du corridor boisé. Il conviendra de veiller à préserver et/ou renforcer les continuités boisées locales autour du projet pour diminuer l'effet barrière que pourrait avoir un tel projet.



Evaluation de l'incidence du projet photovoltaïque sur le patrimoine naturel



LÉGENDE

- Zones bâties
- ▨ Projet photovoltaïque

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense
- Corridors boisés à fonctionnalité réduite

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

- ▲ Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune
- Secteurs à mitage important

Echelle : 0 50 100 m

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

1.11.28.2. Projet militaro-industriel

Un projet de complexe militaro-industriel porté par l'Etat est également prévu sur le territoire du SCoT. La réserve de 30ha pour ce complexe n'est pas encore précisément localisée mais sera en extension de la ZAE de Saint-Germain-les-Vergnes et/ou de celle de La Montane.

1.12. INCIDENCES PREVISIBLES DU SCoT SUR LE RESEAU NATURA 2000

1.12.1. RAPPEL REGLEMENTAIRE

1.12.1.1. Cadrage préalable

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels créé par la directive européenne 92/43/CEE dite directive « Habitats / Faune / Flore ». Ce texte vient compléter la directive 2009/147/EC, dite directive « Oiseaux ». Les sites du réseau Natura 2000 sont proposés par les États membres de l'Union Européenne sur la base de critères et de listes de milieux naturels et d'espèces de faune et de flore inscrits en annexes des directives.

L'article 6 de la directive « Habitats / Faune / Flore » introduit deux modalités principales et complémentaires pour la gestion courante des sites Natura 2000 :

- La mise en place d'une gestion conservatoire du patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de leur désignation ;
- La mise en place d'un régime d'évaluation des incidences de toute intervention sur le milieu susceptible d'avoir un effet dommageable sur le patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de la désignation de ces sites et plus globalement, sur l'intégrité de ces sites.
- La seconde disposition est traduite en droit français dans les articles L414-4 & 5, puis R414-19 à 29 du Code de l'Environnement. Elle prévoit la réalisation d'une « Evaluation des incidences Natura 2000 » pour les plans, programmes, projets, manifestations ou interventions inscrits sur une liste nationale d'application directe, relative à des activités déjà soumises à un encadrement administratif et s'appliquant selon les cas sur l'ensemble du territoire national ou uniquement en sites Natura 2000 (cf. articles L414-4 III et R414-19) ;
 - Une première liste locale portant sur des activités déjà soumises à autorisation administrative, complémentaire de la précédente et s'appliquant dans le périmètre d'un ou plusieurs sites Natura 2000, ou sur tout ou partie d'un territoire départemental ou d'un espace marin (cf. articles L414-4 III, IV, R414-20 et arrêtés préfectoraux en cours de parution en 2011) ;
 - Une seconde liste locale, complémentaire des précédentes, qui porte sur des activités non soumises à un régime d'encadrement administratif (régime d'autorisation propre à Natura 2000 - cf. article L414-4 IV, articles R414-27 & 28 et arrêtés préfectoraux à paraître suite aux précédents).

La structuration de ce réseau comprend :

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

1.12.1.2. Natura 2000 et les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné tant dans le Code de l'Urbanisme (art L.121-1 et suivants), que dans le Code de l'Environnement (Art L.122-1 et suivants). La loi du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), a profondément modifié le contenu de ces documents dans ce sens, en obligeant à réaliser un état initial de l'environnement, à évaluer les incidences et les orientations du document d'urbanisme sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Les documents d'urbanisme doivent également faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000 s'ils sont susceptibles de les affecter de manière significative. Cette évaluation est appelée « Evaluation des incidences au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 » ou « Evaluation des incidences Natura 2000 ». Celle-ci est prévue par la Directive « Habitats, Faune, Flore » (art 6, § 3 et 4).

En France, suite à une transposition incorrecte, l'article L414-4 du Code de l'Environnement a été modifié et le premier texte d'application a été le décret n° 2010-365 du 09/04/2010. Les textes juridiques relatifs à cette évaluation sont en grande partie codifiés dans le Code de l'Environnement (art L414-4, R 414-19 à R 414-26) et dans le Code de l'Urbanisme (art R122-2).

1.12.1.3. Objectifs de la démarche

Les objectifs d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000 sont les suivants :

- Attester ou non de la présence des espèces et des habitats d'intérêt européen à l'origine de la désignation des sites Natura 2000 sur l'aire d'étude et apprécier l'état de conservation de leurs populations ;
- Apprécier les potentialités d'accueil de l'aire d'étude vis-à-vis d'une espèce ou d'un groupe d'espèces particulier en provenance des sites Natura 2000 (définition des habitats d'espèces sur l'aire d'étude) ;
- Établir la sensibilité écologique des espèces et des habitats d'intérêt européen par rapport au projet ;
- Définir la nature des incidences induites par ce projet sur les espèces et les habitats concernés ;
- Définir les mesures d'atténuation des incidences prévisibles du projet ;
- Apprécier le caractère notable ou non des incidences du projet intégrant les mesures précédentes sur les espèces et les habitats d'intérêt européen à l'origine de la désignation des sites Natura 2000.

1.12.2. DESCRIPTION DES SITES NATURA 2000 ET INCIDENCES

1.12.2.1. Description générale

Le SCoT de Tulle Agglo comprend 4 sites Natura 2000 dont 3 ZSC et 1 ZPS. Seul le site de la vallée de la Montane vers Gimel à Gimel est entièrement inclus dans le périmètre, les autres étant en limite. Nous retrouvons :

- La ZSC n°FR7401113 « Vallée de la Montane vers Gimel » située dans la commune de Gimel les Cascades a été créée le 22/08/2006 et couvre une superficie de 130 hectares.
- La ZSC n°FR7401107 « Landes des Monédières » située entre autres sur la commune de Saint-Augustin a été créée le 27/05/2009 couvre une superficie de 244 ha, dont près de 35 sur le territoire du SCoT.
- La ZSC n°FR7401103 « Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et affluents » a été créée le 27/05/2009 et couvre une superficie de 7 620 ha.
- La ZPS n°FR7412001 « Gorges de la Dordogne » a été créée le 03/03/2006 et couvre une superficie de 46 037 ha.

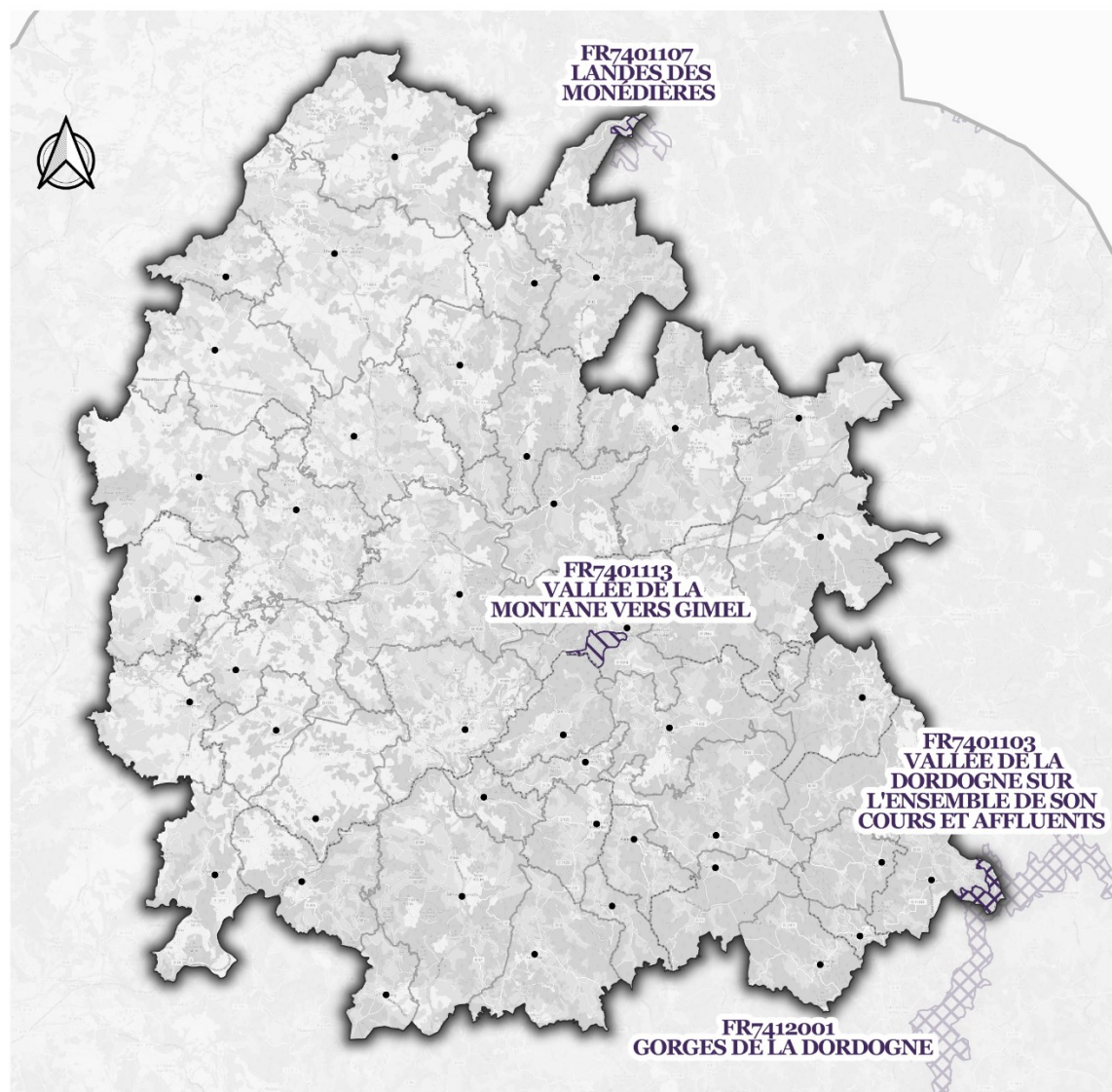
Les deux derniers sites sont délimités par le même périmètre.

1.12.2.2. Incidences générales du SCoT sur les sites Natura 2000



Le DOO et le PAS n'abordent pas directement la question des sites Natura 2000. Pour autant, tous les sites Natura 2000 ont été classés réservoirs de biodiversité dans la Trame verte et bleue. Plusieurs mesures sont prises pour protéger les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques dans le SCoT, visant à y encadrer strictement l'artificialisation. Ainsi, toute urbanisation nouvelle ne pourra s'effectuer qu'à l'intérieur des espaces urbanisés existants, ou en continuité immédiate sous réserve de la non-atteinte de la fonctionnalité des espaces naturels visés par ce classement en réservoirs de biodiversité.

De plus, les trois sites sont traversés par des corridors écologiques fonctionnels des sous-trames boisée et bocagère. Au sein du SCoT, plusieurs mesures sont prescrites afin de préserver leur fonctionnalité. Il est notamment prescrit dans le DOO de préciser les corridors écologiques à l'échelle locale et de traduire leur présence dans le zonage des documents d'urbanisme.

Sites Natura 2000 du SCoT de Tulle Agglo



LÉGENDE



-  Périmètre du SCoT
- Communes
-  Périmètres communaux

Echelle : 0 5 10 km

Cartographie : CRBE

Source : INPN

Sites Natura 2000

-  Directive Oiseaux - Zones de Protection Spéciale (ZPS)
-  Directive Habitats - Zones Spéciales de Conservation (ZSC)

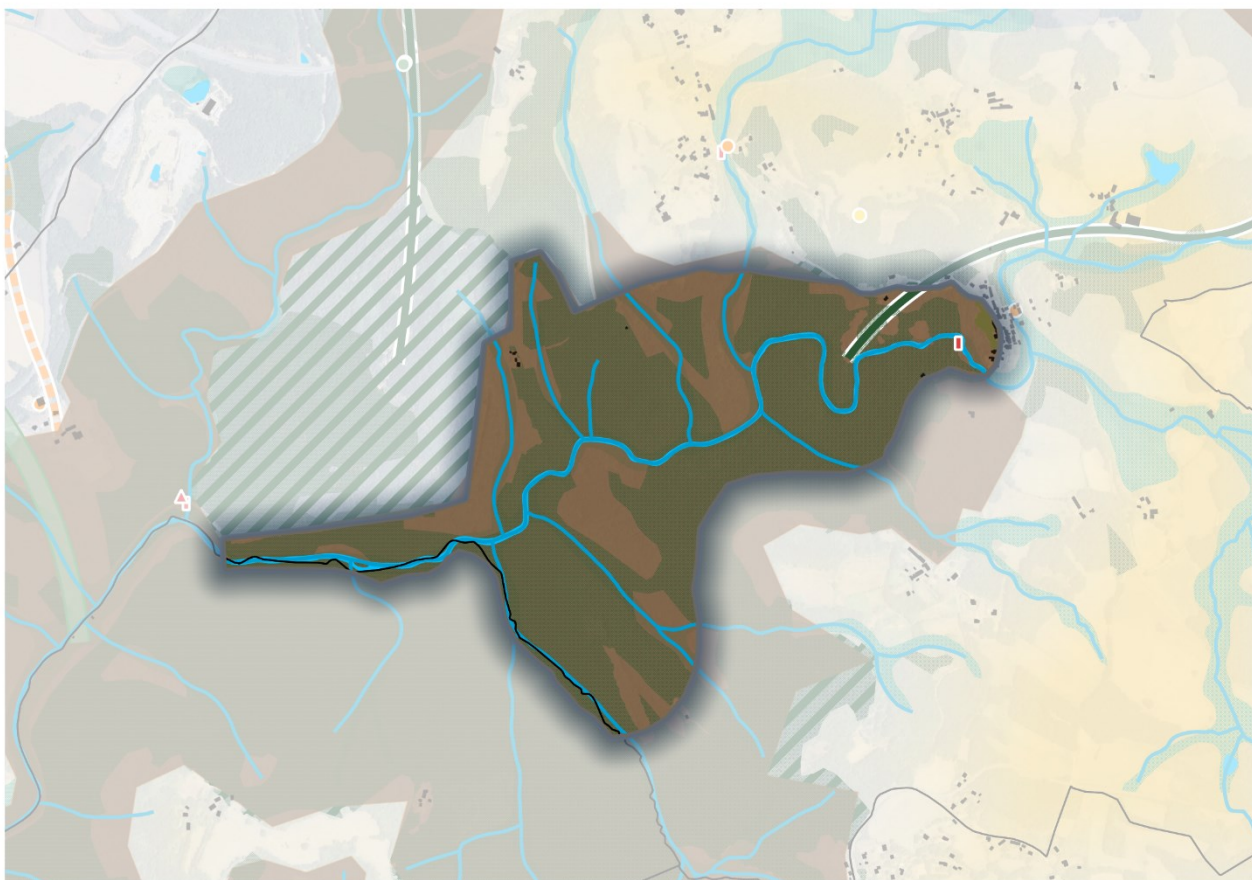
• **ZSC n°FR7401113 « Vallée de la Montane vers Gimel »**

Description du site		
Description et caractéristique du site	Le site Natura 2000 est localisé sur la commune de Gimel les Cascades dans le département de la Corrèze. Il est distant d’une dizaine de kilomètres à l’Est de la ville de Tulle. Il s’étend du bourg de Gimel-les-Cascades jusque 2500m plus en aval sur la Montane. Les cascades de Gimel constituent un haut lieu touristique du département de la Corrèze.	
Habitats majoritairement présents	Les habitats majoritairement présents sont des Hêtraies acidophiles atlantiques (50.4ha) et des forêts alluviales (19.5ha).	
Habitats inscrits à l’annexe I de la directive « Habitats » - habitats prioritaires	Code	Habitats inscrits
	4030	Landes sèches européennes
	8220	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique
	9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)
Espèces inscrites à l’annexe II de la directive « Habitats »	Code	Espèces inscrites
	1083	Lucanus cervus – Lucane
	1096	Lampetra planeri - Lamproie de Planer
	1106	Salmo salar - Saumon atlantique
	1308	Barbastella barbastellus - Barbastelle
	1355	Lutra lutra – Loutre d’Europe
	1421	Vandenboschia speciosa - Trichomanès remarquable
	5315	Cottus perifretum - Chabot
DOCOB	Le site fait l’objet d’un DOCOB validé le 10 octobre 2008. Le périmètre est intégralement inclus dans celui d’un site classé.	
Menaces et pressions	<u>Menaces et pressions majeures</u> : coupes forestières, élimination des arbres morts ou dépérissant, fréquentation des setiers, chemins et pistes cyclables. <u>Menaces et pressions moyennes</u> : intensification des pratiques agricoles, mise en culture de nouvelles terres, abandon de systèmes pastoraux, utilisation de produits chimique ou fertilisants en sylviculture, pollution diffuse et réchauffement des eaux, espèces exotiques envahissantes. <u>Menaces et pressions moindres</u> : pâturage intensif, remembrement agricole, plantation forestière en milieu ouvert, usage de véhicules motorisés, changements des conditions hydrauliques induits par l’homme.	
Analyse des incidences préliminaires du projet de SCoT sur le site Natura 2000		
Choix de protection du site Natura 2000 dans le SCoT	Les zonages institutionnels tels que les zones Natura 2000 sont identifiés au sein de la Trame verte et bleue, et classés en réservoirs de biodiversité. Pour ces réservoirs à caractère institutionnel, le DOO prescrit des règles particulières, notamment de préservation des habitats d’intérêt	

	communautaire, mais également de protection de la faune de toute perturbation (sur-fréquentation, travaux en période de reproduction etc.)
Évaluation des incidences préliminaires	<p>Situé au Centre—Est du SCoT, le site Natura 2000 est identifié comme réservoir de biodiversité boisé et fait partie intégrante de la Trame verte. Les cours d'eau traversant le site et les forêts anciennes occupant une grande partie de la ZSC sont reconnus comme espaces naturels d'intérêt patrimonial à préserver strictement.</p> <p>Des réservoirs de biodiversité forestiers complémentaires ont été définis à proximité immédiate de la ZSC, l'intégrant dans un ensemble d'intérêt plus large et garantissant donc le maintien de la fonctionnalité des milieux boisés en présence et ce à large échelle.</p> <p>Aucune lande sèche ou pentes rocheuses siliceuses n'a été identifiée dans la Trame Verte et Bleue du SCoT mais il est inscrit dans le DOO la nécessité d'identifier et de protéger de tels milieux à l'échelle des documents d'urbanisme locaux.</p> <p>Le DOO encadre strictement l'artificialisation dans les réservoirs de biodiversité de la Trame verte et bleue. Toute urbanisation nouvelle ne pourra s'effectuer qu'à l'intérieur des espaces urbanisés existants, ou en continuité immédiate sous réserve de la non-atteinte de la fonctionnalité des espaces naturels visés par ce classement en réservoirs de biodiversité.</p> <p>Aucun projet de zone d'activité n'est à moins de 2km du site.</p>
Conclusion	<p>Les prescriptions du DOO visent une protection optimale du site Vallée de la Montane vers Gimel en n'autorisant l'urbanisation qu'au sein des espaces urbains déjà existants et en garantissant l'intégrité des habitats boisés le peuplant.</p> <p>Les incidences potentielles du SCoT sur les sites Natura 2000 sont évaluées comme non-significatives.</p>



Incidences du SCoT sur le site Natura 2000 Vallée de la Montane vers Gimel



LÉGENDE

- Zones bâties
- Site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation - ZSC - Vallée de la Montane vers Gimel

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

- Réservoirs de biodiversité institutionnels de la trame Verte
- Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Corridors boisés fonctionnels diffus

- Corridor fonctionnel

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Réservoirs de biodiversité forestiers complémentaires
- Forêts anciennes
- Corridors boisés fonctionnels étroits

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense
- Corridors bocagers à fonctionnalité réduite
- Espaces verts urbains

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

• Diminuer les pollutions et nuisances

- Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune
- Secteurs à mitage important
- Secteurs impactés par la pollution lumineuse

0 250 500 m

Echelle : |-----|

Cartographie : CRBE

Sources : INPN

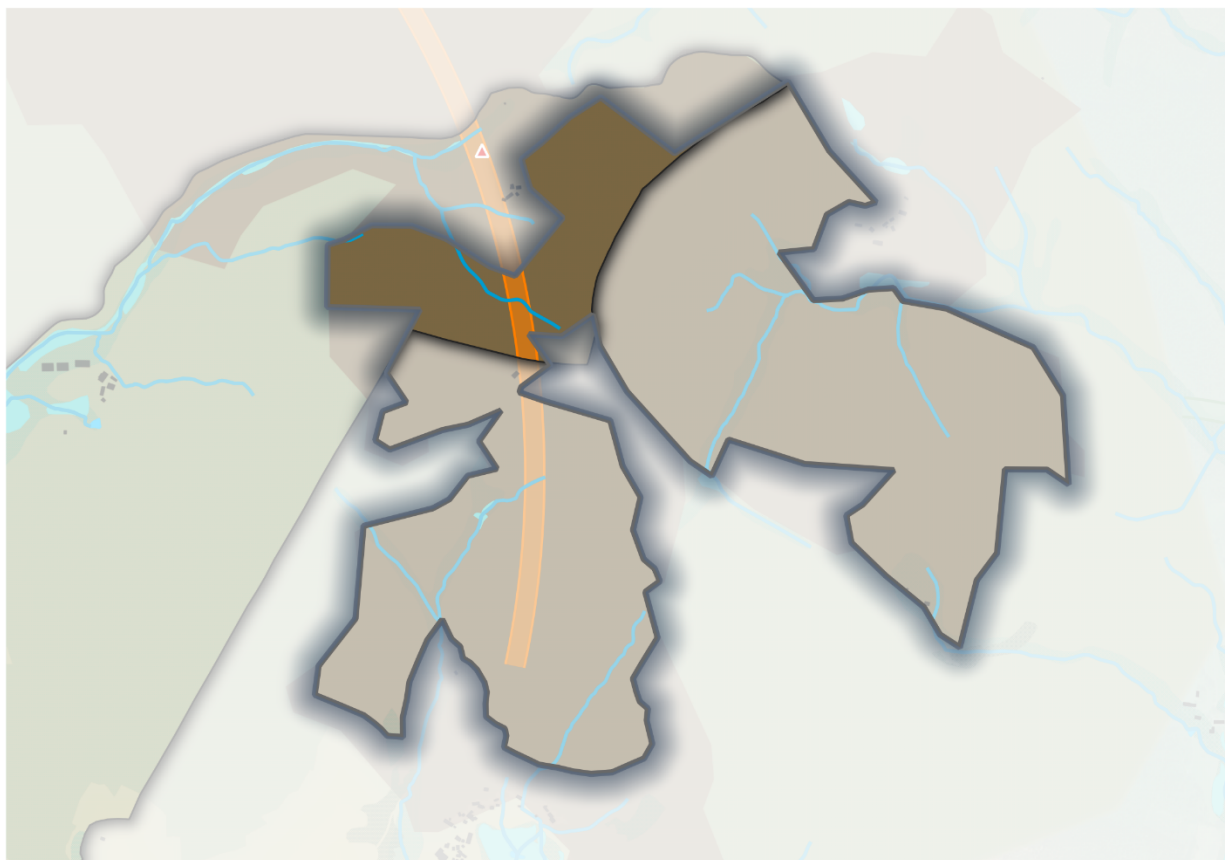
• **ZSC n°FR7401107 « Landes des Monédières »**

Description du site		
Description et caractéristique du site	Le Massif des Monédières se présente comme un espace de transition entre la partie tabulaire du haut plateau de Millevaches et le bas plateau périphérique aux interfluves vallonnés de la région de Tulle. Le site n'est concerné que par la composante montueuse du relief des Monédières. Il recouvre partiellement plusieurs puys, sans jamais en englober la totalité. Le site Natura 2000 n'est pas habité. Son histoire est toutefois intimement liée à celle des trois villages qui le bordent et pour lesquels il représente le cadre de vie immédiat.	
Habitats majoritairement présents	Les habitats majoritairement présents sont des landes sèches européennes (112.8ha) et des Hêtraies acidophiles atlantiques (16.9ha).	
Habitats inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats » - habitats prioritaires	Code	Habitats inscrits
	4030	Landes sèches européennes
	6230	Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)
	6410	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)
	6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)
	7110	Tourbières hautes actives
	7120	Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle
	7140	Tourbières de transition et tremblantes
	91D0	Tourbières boisées
Espèces inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats »	Code	Espèces inscrites
	1083	Lucanus cervus - Lucane
	1304	Rhinolophus ferrumequinum - Grand rhinolophe
	1308	Barbastella barbastellus - Barbastelle
	1321	Myotis emarginatus - Murin à oreilles échancrées
	1324	Myotis myotis - Grand Murin
	1355	Lutra lutra – Loutre d'Europe
DOCOB	1831	Luronium natans - Flûteau nageant
	Le site fait l'objet d'un DOCOB validé le 10 octobre 2008. Le périmètre est intégralement inclus dans celui du PNR Millevaches en Limousin.	
Menaces et pressions	<p><u>Menaces et pressions majeures</u> : envahissement naturel de ligneux dans sa partie basse, abandon de systèmes pastoraux, plantation forestière en milieu ouvert.</p> <p><u>Menaces et pressions moyennes</u> : usage de véhicules motorisés, manœuvres militaires, piétinement et surfréquentation, fragmentation des habitats.</p>	

	<u>Menaces et pressions moindres</u> : intensification agricole, dépôt de déchets ménagers (liés aux installations récréatives), reconstruction ou rénovation de bâtiments, réduction ou perte de caractéristiques d'un habitat.
Analyse des incidences préliminaires du projet de SCoT sur le site Natura 2000	
Choix de protection du site Natura 2000 dans le SCoT	Les zonages institutionnels tels que les zones Natura 2000 sont identifiées au sein de la Trame Verte et Bleue, et classés en réservoirs de biodiversité. Pour ces réservoirs à caractère institutionnel, le DOO prescrit des règles particulières, notamment de préservation des habitats d'intérêt communautaire, mais également de protection de la faune de toute perturbation (sur-fréquentation, travaux en période de reproduction etc.)
Évaluation des incidences préliminaires	<p>Situé à la limite Nord-Est du SCoT sur la commune de Saint-Augustin, le site Natura 2000 est identifié comme réservoir de biodiversité.</p> <p>Le secteur concerné par le SCoT de Tulle Agglo est désignée comme « matrice forestière ». Ce classement induit par le DOO l'identification, la protection et le renforcement du réseau de haies et de ripisylves dans les documents d'urbanisme locaux. L'identification d'un corridor bocager fonctionnel diffuse appuie l'importance du maintien des systèmes pastoraux sur le secteur .</p> <p>Les cours d'eau et les zones humides inventoriées sont reconnus comme espaces naturels d'intérêt patrimonial à préserver strictement.</p> <p>Le DOO prévoit d'encadrer strictement l'artificialisation dans les réservoirs de biodiversité de la Trame verte et bleue. Toute urbanisation nouvelle ne pourra s'effectuer qu'à l'intérieur des espaces urbanisés existants, ou en continuité immédiate sous réserve de la non-atteinte de la fonctionnalité des espaces naturels visés par ce classement en réservoirs de biodiversité.</p> <p>Aucun projet de zone d'activité n'est à moins de 2km du site.</p>
Conclusion	<p>Les éléments de la Trame Verte et Bleue définis sur le site des Landes des Monédières et les prescriptions du DOO qui en découlent sont de nature à le préserver de tout aménagement néfaste, en plus d'encourager les pratiques nécessaires à sa bonne conservation.</p> <p>Les incidences potentielles du SCoT sur le site Natura 2000 seront non-significatives.</p>



Incidences du SCoT sur le site Natura 2000 Landes des Monédières



LÉGENDE

- Zones bâties
- Site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation - ZSC - Vallée de la Dordogne
- Zone de Protection Spéciale- ZPS- Gorges de la Dordogne

Echelle : 0 250 500 m
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

- Réservoirs de biodiversité institutionnels de la trame Verte
- Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Corridors boisés fonctionnels diffus

- Corridor fonctionnel

Corridors bocagers fonctionnels diffus

- Corridor fonctionnel

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Zones humides inventoriées par le PNR
- Forêts anciennes

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice bocagère au réseau de haies plutôt dense
- Matrice forestière

Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide
- Zones sensibles à la fragmentation des milieux humides

• Diminuer les pollutions et nuisances

- ▲ Routes présentant un risque particulier de collision avec la faune

- **ZSC n°FR7401103 « Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et affluents » et ZPS n°FR7412001 « Gorges de la Dordogne »**

Description du site		
Description et caractéristique du site (INPN)	La vallée de la Dordogne est classée sur tout son cours au titre du réseau Natura 2000. La procédure de classement ayant suivi des logiques régionales, la vallée est en fait découpée en 3 sites d'intérêt communautaires (SIC) distincts. En Limousin, le site concerne 150 km de vallée et comprend le cours de la rivière où l'on trouve les herbiers aquatiques, la végétation des berges, des boisements alluviaux mais aussi les habitats de vie des espèces d'intérêt communautaire, et les milieux de versant composés de boisements, de pentes rocheuses, d'éboulis, de landes, de prairies, abritant des espèces de chauve-souris et des insectes. L'ensemble représente une zone de quiétude pour les rapaces.	
Habitats majoritairement présents	Les habitats majoritairement présents sont des Hêtraies acidophiles atlantiques (697.39ha), des vieilles chênaies acidophiles sur des plaines sablonneuses (381ha) des landes sèches européennes (93.8ha) et des forêts mixtes riveraines (80ha).	
Habitats inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats » - habitats prioritaires ZPS	Code	Habitats inscrits
	3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto Nanojuncetea
	3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
	3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion
	3270	Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidetion p.p.
	4030	Landes sèches européennes
	6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)
	6230	Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)
	6410	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)
	6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnards à alpin
	6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)
	8150	Eboulis médio-européens siliceux des régions hautes
	8220	Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique
	8230	Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii
	91E0	Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
	91F0	Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)

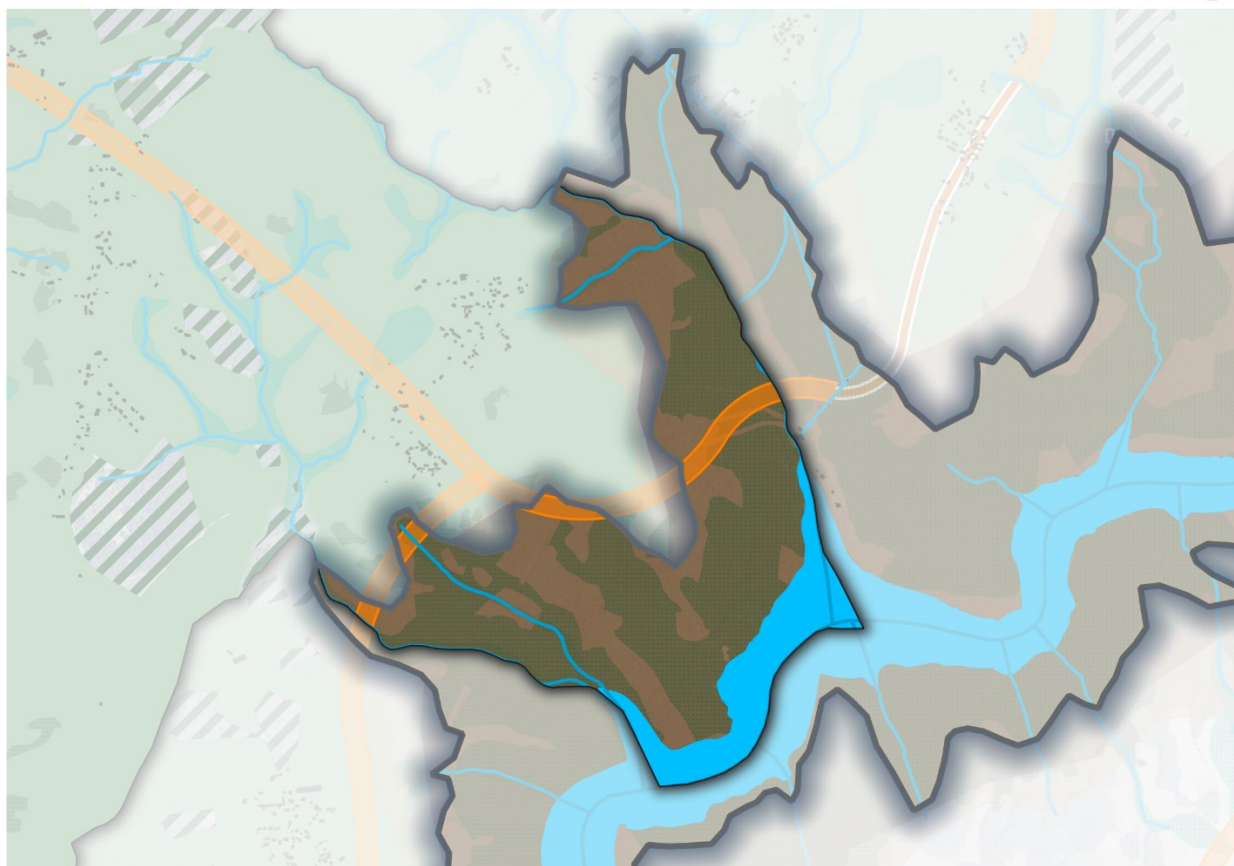
	9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion)
	9180	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion
Espèces inscrites à l'annexe II de la directive « Habitats » ZPS	Code	Espèces inscrites
	1029	<i>Margaritifera margaritifera</i> - Mulette perlière
	1041	<i>Oxygastra curtisii</i> - Cordulie à corps fin
	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i> - Agrion de Mercure
	1060	<i>Lycaena dispar</i> - Cuivré des marais
	1065	<i>Euphydryas aurinia</i> - Damier de la Succise
	1074	<i>Eriogaster catax</i> - Laineuse du Prunellier
	1083	<i>Lucanus cervus</i> - Lucane
	1084	<i>Osmoderma eremita</i> - Pique-prune
	1087	<i>Rosalia alpina</i> - Rosalie des Alpes
	1088	<i>Cerambyx cerdo</i> - Grand Capricorne
	1092	<i>Austropotamobius pallipes</i> - Écrevisse à pattes blanches
	1095	<i>Petromyzon marinus</i> - Lamproie marine
	1096	<i>Lampetra planeri</i> - Lamproie de Planer
	1102	<i>Alosa alosa</i> - Grande alose
	1106	<i>Salmo salar</i> - Saumon de l'Atlantique
	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i> - Petit rhinolophe
	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i> - Grand rhinolophe
	1308	<i>Barbastella barbastellus</i> - Barbastelle d'Europe
	1321	<i>Myotis emarginatus</i> - Murin à oreilles échancrées
	1324	<i>Myotis myotis</i> - Grand Murin
	1355	<i>Lutra lutra</i> - Loutre d'Europe
	5315	<i>Cottus perifretum</i> - Chabot
	6199	<i>Euplagia quadripunctaria</i> - Écaille chinée
Espèces inscrites à l'annexe IV de la directive « oiseaux » ZSC	Code	Espèces inscrites
	A604	<i>Larus michahellis</i> - Goéland leucopnée
	A215	<i>Bubo bubo</i> - Grand-duc d'Europe
	A224	<i>Caprimulgus europaeus</i> - Engoulevent d'Europe
	A229	<i>Alcedo atthis</i> - Martin-pêcheur d'Europe
	A234	<i>Picus canus</i> - Pic cendré
	A236	<i>Dryocopus martius</i> - Pic noir
	A238	<i>Dendrocopos medius</i> - Pic mar
	A246	<i>Lullula arborea</i> - Alouette lulu
	A338	<i>Lanius collurio</i> - Pie-grièche écorcheur
	A391	<i>Phalacrocorax carbo sinensis</i> - Grand Cormoran
	A004	<i>Tachybaptus ruficollis</i> - Grèbe castagneux
	A028	<i>Ardea cinerea</i> - Héron cendré
	A030	<i>Ciconia nigra</i> - Cigogne noire
	A031	<i>Ciconia ciconia</i> - Cigogne blanche
	A043	<i>Anser anser</i> - Oie cendrée
	A053	<i>Anas platyrhynchos</i> - Canard colvert
	A072	<i>Pernis apivorus</i> - Bondrée apivore
	A073	<i>Milvus migrans</i> - Milan noir
	A074	<i>Milvus milvus</i> - Milan royal
	A080	<i>Circus gallicus</i> - Circaète Jean-le-Blanc
	A081	<i>Circus aeruginosus</i> - Busard des roseaux
	A082	<i>Circus cyaneus</i> - Busard Saint-Martin
	A084	<i>Circus pygargus</i> - Busard cendré

	A092	<i>Hieraaetus pennatus</i> - Aigle botté
	A094	<i>Pandion haliaetus</i> - Balbuzard pêcheur
	A098	<i>Falco columbarius</i> - Faucon émerillon
	A103	<i>Falco peregrinus</i> - Faucon pèlerin
	A123	<i>Gallinula chloropus</i> - Poule-d'eau
	A127	<i>Grus grus</i> - Grue cendrée
	A140	<i>Pluvialis apricaria</i> - Pluvier doré
	A142	<i>Vanellus vanellus</i> - Vanneau huppé
	A153	<i>Gallinago gallinago</i> - Bécassine des marais
	A155	<i>Scolopax rusticola</i> - Bécasse des bois
	A168	<i>Actitis hypoleucos</i> - Chevalier guignette
	A179	<i>Larus ridibundus</i> - Mouette rieuse
DOCOB	Les deux sites font l'objet d'un DOCOB, validé en 2011 pour la ZPS et en 2015 pour la ZSC.	
Menaces et pressions ZPS	<p>En amont, le site constitué essentiellement de gorges est peu vulnérable aux activités humaines. Les activités touristiques qui existent déjà sur le site, et qui pourront bénéficier de sa désignation, devraient pouvoir continuer à se développer dans un esprit de développement durable. L'activité agricole essentiellement basée sur un système herbager est à conforter pour conserver les territoires de chasse des rapaces. L'activité forestière est réduite.</p> <p>En aval, l'enjeu essentiel est imputable aux éclusées des grands barrages et à leur impact sur la reproduction du saumon atlantique. Des progrès sur la remontée de cette espèce ont cependant été constatés, liés aux efforts accomplis depuis de nombreuses années sur tout le cours de la Dordogne.</p>	
Menaces et pressions ZSC	<p><u>Menaces et pressions majeures</u> : changements des conditions hydrauliques induits par l'homme, captages des eaux de surface, lignes électriques et téléphoniques, extraction de sédiments, dépôt de déchets ménagers liés aux installations récréatives, plantation forestière en milieu ouvert.</p> <p><u>Menaces et pressions moyennes</u> : utilisation de produits chimiques, production d'énergie éolienne, lignes électriques et téléphoniques, usage de véhicule motorisés.</p> <p><u>Menaces et pressions moindres</u> : intensification agricole, retournement de prairies, fauche intensive, coupes forestières, chasse et les loisirs de type escalade, spéléologie, parapente, etc, plantation forestière, modifications du régime de mise en eau et du fonctionnement hydrographique.</p>	
Analyse des incidences préliminaires du projet de SCoT sur le site Natura 2000		
Choix de protection du site Natura 2000 dans le SCoT	Les zonages institutionnels tels que les zones Natura 2000 sont identifiées au sein de la Trame Verte et Bleue, et classés en réservoirs de biodiversité. Pour ces réservoirs à caractère institutionnel, le DOO prescrit des règles particulières, notamment de préservation des habitats d'intérêt communautaire, mais également de protection de la faune de toute perturbation (sur-fréquentation, travaux en période de reproduction etc.)	
Évaluation des incidences préliminaires	Situé à la limite Sud-Est du SCoT, la partie du site Natura 2000 (ZSC et ZPS) concernée par le SCoT est intégralement classé comme réservoir de biodiversité.	

	<p>Le fleuve de la Dordogne et ses affluents sont reconnus comme espaces naturels d'intérêt patrimonial à protéger strictement, de même que les forêts anciennes constituant les ripisylves.</p> <p>Le secteur concerné par le SCoT de Tulle Agglo est désignée comme « matrice forestière ». Ce classement induit par le DOO l'identification, la protection et le renforcement du réseau de haies et de ripisylves dans les documents d'urbanisme locaux.</p> <p>Le DOO prévoit d'encadrer strictement l'artificialisation dans les réservoirs de biodiversité de la Trame verte et bleue. Toute urbanisation nouvelle ne pourra s'effectuer qu'à l'intérieur des espaces urbanisés existants, ou en continuité immédiate sous réserve de la non-atteinte de la fonctionnalité des espaces naturels visés par ce classement en réservoirs de biodiversité.</p> <p>Aucun projet de zone d'activité n'est à moins de 2km du site.</p>
Conclusion	<p>Les éléments de la Trame Verte et Bleue définis sur les sites de la Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et affluents et des Gorges de la Dordogne et les prescriptions du DOO qui en découlent sont de nature à la préserver de tout aménagement néfaste, en protégeant tout particulièrement les ripisylves et abords des cours d'eau.</p> <p>Les incidences potentielles du SCoT sur ces sites Natura 2000 seront non-significatives.</p>



Incidences du SCoT sur le site Natura 2000 Vallée de la Dordogne



LÉGENDE

- Zones bâties
- Site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation - ZSC - Vallée de la Dordogne
- Zone de Protection Spéciale- ZPS- Gorges de la Dordogne

0 250 500 m

Echelle :
Cartographie : CRBE
Sources : INPN

• Préserver les milieux naturels et la biodiversité d'intérêt patrimonial

Larges espaces naturels d'intérêt patrimonial

- Réservoirs de biodiversité institutionnels de la trame Verte
- Zones tampons des réservoirs de biodiversité

Corridors bocagers fonctionnels diffus

- Corridor fonctionnel

Espaces naturels d'intérêt patrimonial plus ponctuels à préserver strictement

- Cours d'eau
- Surfaces en eau
- Réservoirs de biodiversité forestiers complémentaires
- Forêts anciennes
- Corridors bocagers fonctionnels étroits

• Restaurer la fonctionnalité des milieux naturels

Réseau de haies, de ripisylves et de boisements urbains à identifier plus finement, à protéger et à renforcer

- Matrice forestière

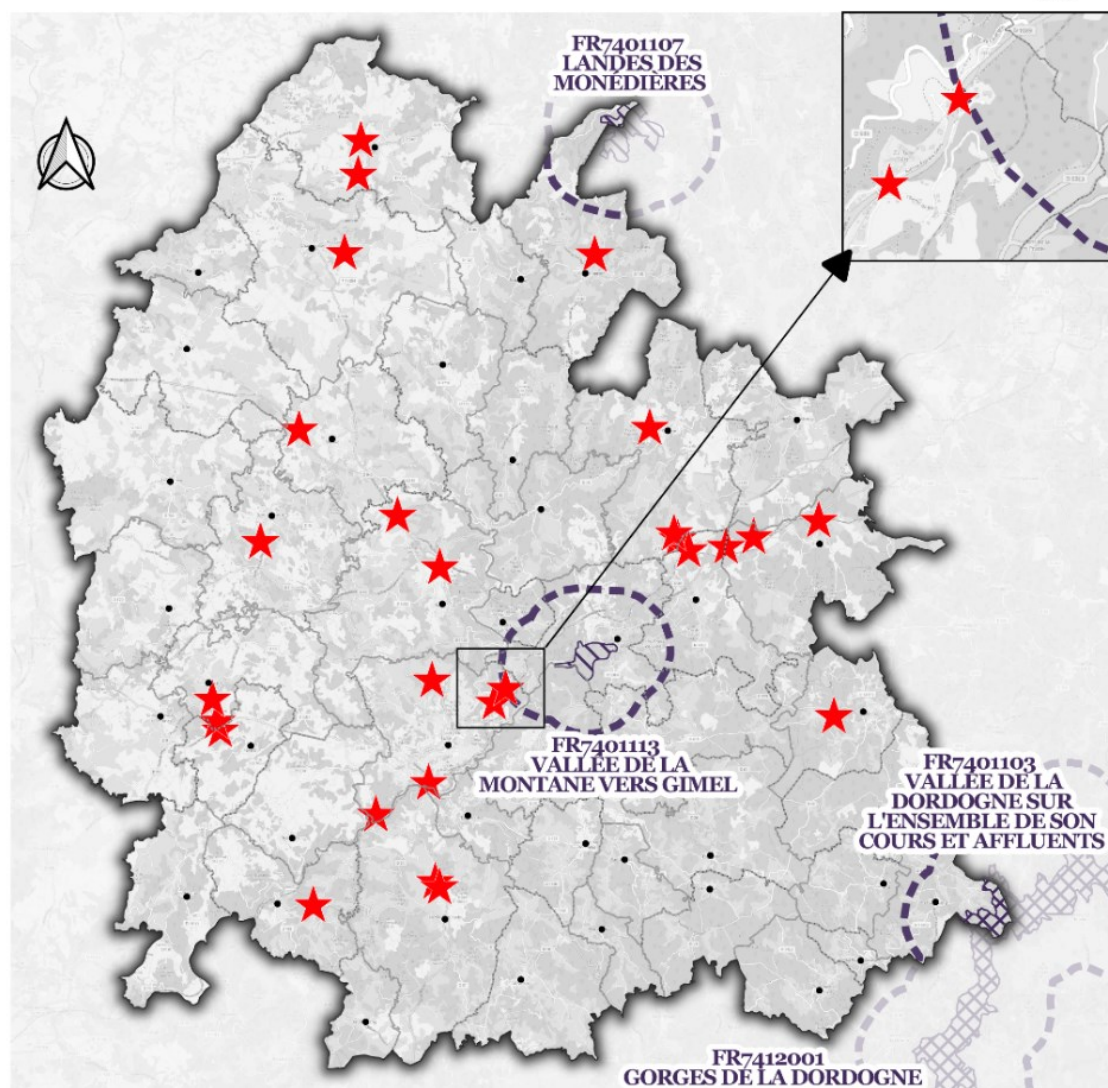
Secteurs où la fonctionnalité des zones humides est à préserver ou renforcer

- Zones à Dominante Humide

1.12.2.3. Incidences des projets de zones d'activité sur les sites Natura 2000

Concernant la localisation des projets de zones d'activité portés par le SCoT, aucun des 27 projets n'est situé à moins de deux kilomètres d'un site Natura 2000. Le projet le plus proche d'un site Natura 2000 est celui de Tulle Est II, à la limite des deux kilomètres du site de la Vallée de la Montane vers Gimel.

Projets de zones d'activité et sites Natura 2000 du SCoT de Tulle Agglo



LÉGENDE

- Périmètre du SCoT
- Communes
- Périmètres communaux

Echelle : 0 5 10 km

Cartographie : CRBE

Source : INPN

Sites Natura 2000

- Directive Habitats - Zones Spéciales de Conservation (ZSC)
- Directive Oiseaux - Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- Tampon de 2km

Projet de zone d'activité

- ★ Projets de zones d'activité

2. INDICATEURS DE SUIVI

2.1. CADRE REGLEMENTAIRE

Le présent chapitre est développé en réponse à l'alinéa 5° de l'article R.141-2 du Code de l'urbanisme, qui prévoit que le rapport de présentation « *définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L.143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisagés, si nécessaire, les mesures appropriées* ».

L'article L.143-28 du Code de l'urbanisme prévoit que « *six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L.143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace, d'implantations commerciales et, en zone de montagne, de réhabilitation de l'immobilier de loisir e d'unités touristiques nouvelles structurantes, et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète. Cette analyse est communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L.104-6. A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc* ».

Le dispositif de suivi des résultats de l'application du SCoT est décliné ci-après. Il repose sur un panel d'indicateurs choisis, en fonction des orientations du PADD du SCoT, qui doivent permettre de suivre régulièrement les tendances en matière d'aménagement du territoire et de les comparer à leur état d'origine, « état zéro », afin de s'assurer de l'efficacité de la politique poursuivie. Partant du constat réalisé lors de l'évaluation du SCoT sur la trop grande quantité d'indicateurs et la difficulté de les suivre et de les mesurer, le nombre d'indicateurs a été réduit pour une meilleure efficacité.

Pour chaque thématique, les différents indicateurs précisent :

- Les objectifs de l'indicateur ;
- L'indicateur choisi ;
- L'état actuel de la donnée ;
- La source de la donnée.

Pour rappel, le PADD du SCoT de Tulle Agglo s'articule autour de 4 parties pour le territoire :

- Relever les défis d'adaptation aux effets du dérèglement climatique et préserver la biodiversité du territoire
- Pour un territoire solidaire et attractif
- Produire et travailler « au Pays »
- Se déplacer sur le territoire

2.2. INDICATEURS DE SUIVI

Indicateur	Descriptif	Présentation possible de l'indicateur	T 0	Actualisation	Echelle d'analyse	Source
THEME 1 : LES INDICATEURS LIES A L'ENVIRONNEMENT						
n°1 / Protection du patrimoine naturel						
Suivi de la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue	- Evaluation des surfaces dédiées aux espaces naturels et agricoles	Cartes et tableaux à l'échelle du SCoT et par EPCI	Cf. EIE du SCoT	Triannuelle	SCoT, communes	Trames Vertes et Bleues des EPCI
Suivi des superficies d'habitats naturels d'importance	- suivi des projets de renaturation, de remise en état ou de préservation de zones de continuité écologique	Tableaux présentant les résultats à l'échelle du SCoT et par EPCI.	Approbation du SCOT	Annuelle	SCoT, communes	EPCI, enquête acteurs
n°2 / Gestion durable de l'eau - eau potable						
Suivi de la production (qualité et quantité) et de la consommation de l'eau potable.	- Evolution de la protection règlementaire des captages AEP - Evolution de l'indice de perte linéaire des réseaux, - Rapport entre le volume d'eau potable consommé et le nombre d'habitants (analyse des usages de l'eau hors stricts besoins en eau potable).	Tableaux présentant les résultats à l'échelle du SCoT et par EPCI. Mise en relation avec la croissance démographique.	Cf. EIE du SCoT	Triannuelle	- SCoT, - armature du SCOT, - communes	Gestionnaires réseaux AEP.
n°3 / Gestion durable de l'eau - assainissement						
En lien avec la croissance de la population, suivi des capacités d'épuration.	- Conformité des systèmes d'assainissement collectifs - Capacité EH (rapport entre la capacité de la STEP/et le nombre maximal d'habitants en période de pointe - Conformité des installations non collectives (%).	Cartes et tableaux à l'échelle du SCoT et par EPCI	Cf. EIE du SCoT	Triannuelle	- SCoT, - armature du SCOT, - communes	Données DDT, SPANC.

Indicateur	Descriptif	Présentation possible de l'indicateur	T 0	Actualisation	Echelle d'analyse	Source
THEME 2 : LES INDICATEURS LIES AU PCAET - PROGRAMME TETE - TERRITOIRE ENGAGE pour la TRANSITION ECOLOGIQUE						
n°4 / Transition écologique						
Ancrage de la culture de la transition écologique au sein de Tulle aggro et son territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser une gouvernance de la transition écologique porteuse de transversalité et d'opérationnalité -L'agglomération exemplaire, déployer une politique ambitieuse d'exemplarité énergétique et climatique dans les services et équipements communautaires -Valoriser et s'inspirer d'initiatives exemplaires -Favoriser la diffusion la culture de la transition écologique 	Application du programme TETE (Part des bâtiments publics ayant fait l'objet d'un diagnostic énergétique, consommation énergétique...) Intégration du PCAET dans les documents stratégiques	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
Soutien à l'émergence et au développement d'activités sobre en ressources	<ul style="list-style-type: none"> -Accompagner la sobriété des acteurs économiques -Développer les circuits courts de proximité sur le territoire -Travailler sur l'économie circulaire -Prévenir et réduire la quantité de déchets sur le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> -Réunions, ateliers, actions de sensibilisation -TETE (quantité et production de déchets, restauration végétarienne, consommation énergétique...) 	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
Réduction des déplacements motorisés et leurs impacts	<ul style="list-style-type: none"> -Développer les mobilités alternatives et la non-mobilité -Promouvoir l'utilisation des services de transport en commun et en améliorer l'efficacité (dont transports scolaires) 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de campagnes de communication menées sur l'usage des transports collectifs -Nombre d'outils dédiés à faciliter le recours aux transports en commun -TETE (consommation énergétique, émissions GES, élèves inscrits aux transports scolaires...) 	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
n°5 / Aménagement durable						
Aménagement et un urbanisme durable	<ul style="list-style-type: none"> -Prescrire et établir un SCOT AEC -Valoriser les bonnes pratiques d'urbanismes et d'aménagements durable -Favoriser l'adaptation et/ou le développement des réseaux de distribution d'énergies aux évolutions induites par la transition énergétique 	Documents opérationnels d'urbanisme établis en compatibilité avec le SCOT AEC prescriptions du SCOT en lien avec la stratégie climat air énergie Groupe de travail	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
n°6 / Transition énergétique						
Mutation énergétique des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> -Encourager et accompagner la sobriété et l'efficacité énergétique de l'habitat -Soutenir les collectivités dans l'efficacité énergétique -Créer les conditions de la rénovation énergétique de la construction performante et bas carbone 	<ul style="list-style-type: none"> -Programme TETE concernant le résidentiel -Animations organisées 	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
Développement des énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> -Planifier, mobiliser et organiser les moyens -Développer les projets et les usages 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre de projets EnR accompagnés ou initiés - Production annuelle d'EnR par filière -TETE (puissance totale, couverture des besoins de chaleur...) 	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)
n°7 / Risques naturels						
Anticipation des risques : favoriser la résilience et l'adaptation des écosystèmes et développer le stockage carbone	<ul style="list-style-type: none"> -Connaître et prévenir l'impact des risques naturels -Faire évoluer les pratiques forestières et agricoles pour tendre vers une gestion forestière et une agriculture durable et des systèmes résilients -Préserver/augmenter le stock de carbone sur le territoire 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'exploitations agricoles accompagnées vers des pratiques durables -TETE (séquestration carbone, surface forestière certifiée, consommation énergétique, surfaces agricoles et naturelles) 	Cf.PCAET	6 ans	- SCoT	Nepsen, Ademe (TETE)

Indicateur	Descriptif	Présentation possible de l'indicateur	T 0	Actualisation	Echelle d'analyse	Source
THEME 3 : LES INDICATEURS LIES A L'URBANISATION						
n°8 / Evolution de la population						
Evolution et répartition de la population.	<ul style="list-style-type: none"> - Variation de la population (nombre, taux de croissance, répartition dans l'armature...), - Taille moyenne des ménages. - Age de la population (âge moyen, indice de vieillissement) 	<ul style="list-style-type: none"> - cartographie - tableaux et graphiques - à relier avec les objectifs du SCOT 	cf. diagnostic du SCOT	Triannuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCoT, - communes 	INSEE
n°9 / Parc de logements						
Occupation et diversité du parc de logement	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation du parc, - Diversité du parc (part de logements collectifs, part de logements sociaux, taille des logements), - Statut de l'occupant (part de locataires, de locataires HLM, de logés gratuitement), - Pression sur le parc social (taille des logements occupés/vacants, vacance dans le parc social, taux de pression demandes / attributions). 	<ul style="list-style-type: none"> - cartographie - tableaux et graphiques 	cf. diagnostic du SCOT	Triannuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCOT, - communes 	INSEE, Sitadel, Bailleurs sociaux, financeurs réhabilitation.
n°10 / Services et équipements						
Présence de commerces, de services et d'équipements dans les communes	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de commerces (dont centralité / hors centralité / SIP) - Nombre d'équipements de santé, d'équipements scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - cartographie, tableaux et graphiques - par communes et par habitants 	cf. diagnostic du SCOT	Triannuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCOT, - communes 	INSEE, (chambres consulaires, Sirene ou données terrain pour les commerces)
n°11 / Emploi						
Evolution de l'emploi et du marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Ratio emplois au lien de travail/actifs : Rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs de 20 à 64 ans - Emplois par secteurs d'activité (valeur brute et part) - Part des actifs travaillant dans leur commune de résidence. 	<ul style="list-style-type: none"> - cartographie, tableaux et graphiques - comparaisons avec les moyennes départementales et régionales. 	cf. diagnostic du SCOT	Triannuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCOT, - communes 	INSEE
n°12 / Mobilités						
Evolution de la motorisation des ménages et évolution des pratiques de mobilité	<ul style="list-style-type: none"> - Ménages disposant d'une voiture - de deux ou plus voitures, - Suivi du report modal vers des alternatives à la voiture, linéaires de voirie réservés aux modes doux, stationnements vélo - Stations de covoiturage / autopartage - Bornes de recharge pour véhicules électriques - Tronçons réalisés pour les mobilités douces en site propre 	Cartes et tableaux et diagrammes présentant les résultats à l'échelle du SCOT	cf. diagnostic du SCOT	Triannuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCOT, - communes 	INSEE, EPCI.
n°13 / Consommation foncière : évolution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers						
Progression de la tache urbaine	Suivi de la donnée de consommation d'espaces : type d'espaces consommés (agricoles, naturels, forestiers, friches...), motifs de consommation foncière (résidentielle, économique...) et mise en relation avec son efficacité (nombre de logements notamment).	- tableaux par catégories de l'armature et communes	2021	Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> - SCoT, - armature du SCoT. 	Géoportail de l'artificialisation